



## CHAPITRE 77

### Loi du Barreau

[Sanctionnée le 29 juin 1967]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

Interprétation:

**1.** Dans la présente loi et dans les règlements édictés sous son empire, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les mots suivants désignent respectivement:

- a) « Barreau »: le Barreau du Québec;
- b) « Conseil général »: le Conseil général du Barreau;
- c) « Ordre des avocats »: le corps professionnel formé de l'ensemble des membres du Barreau;
- d) « Tableau »: le Tableau de l'Ordre des avocats;
- e) « avocat », « conseiller juridique », « membre du Barreau », « procureur »: quiconque est inscrit au Tableau;
- f) « certificat restrictif »: le certificat émis par le secrétaire général au conseiller en loi;
- g) « conseiller en loi »: un avocat d'une autre province canadienne inscrit au Tableau en vertu d'un certificat restrictif; « avocat » inclut « conseiller en loi », sauf disposition contraire de la loi;

## CHAPTER 77

### Bar Act

[Assented to 29th June 1967]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

#### DIVISION I

##### DECLARATORY AND INTERPRETATIVE PROVISIONS

Interpretation:

**1.** In this act and in the by-laws made thereunder, unless the context requires a different meaning, the following words mean respectively:

- (a) "Bar": The Bar of the Province of Quebec;
- (b) "General Council": the General Council of the Bar;
- (c) "Order of Advocates": the professional body composed of all the members of the Bar;
- (d) "Roll": the Roll of the Order of Advocates;
- (e) "advocate", "legal counsel", "member of the Bar", "attorney": a person entered on the Roll;
- (f) "restrictive certificate": the certificate issued by the secretary-general to a solicitor;
- (g) "solicitor": an advocate from another Canadian province who is entered on the Roll under a restrictive certificate; "advocate" includes "solicitor", unless otherwise provided by law;

- « Bu-  
reau »; h) « Bureau »: le Bureau des examina-  
teurs du Barreau;  
« sec-  
tion »; i) « section »: corporation locale du  
Barreau, formée des avocats qui y sont  
inscrits;  
« con-  
seil »; j) « conseil »: le conseil d'une section;  
« person-  
ne »; k) « personne »: une personne morale  
ou physique, ainsi qu'une association, une  
société ou une corporation;  
« tribu-  
nal »; l) « tribunal »: tout organisme qui siège  
dans le Québec et qui y exerce une juri-  
diction judiciaire ou quasi judiciaire;  
« frais  
judiciai-  
res », m) « frais judiciaires » ou « dépens »:  
les frais prévus au tarif, taxables par  
l'officier compétent d'un tribunal;  
« dé-  
pens »; n) « frais extrajudiciaires »: les hono-  
raires ou frais, prévus au tarif ou non,  
qu'un avocat peut exiger pour des services  
« frais  
extraju-  
diciaires »; professionnels ou en sus des frais judiciai-  
res, et qui découlent de l'exercice de la  
profession d'avocat;  
« sténo-  
graphie ». o) « sténographie »: sténographie ou en-  
registrement des dépositions, conformément  
à l'article 324 du Code de procédure  
civile.

Fonction  
publique. 2. L'avocat exerce une fonction pu-  
blique auprès du tribunal et collabore à  
l'administration de la justice.

2. An advocate is an officer of the Officer of  
court and participates in the adminis- the court.  
tration of justice.

## SECTION II

## DIVISION II

## CORPORATIONS DU BARREAU

## CORPORATIONS OF THE BAR

- Corpora-  
tion.  
Nom. 3. L'Ordre des avocats constitue une  
corporation désignée sous le nom de  
« Barreau du Québec ».
- Division. 4. 1. Le Barreau est divisé en sections.
- Sections. 2. Chaque section constitue une corpo-  
ration distincte et autonome, formée des  
avocats qui y sont inscrits.
- Désigna-  
tions. 3. Les sections existantes, avec leurs  
limites territoriales actuelles, sont dési-  
gnées respectivement sous les noms de:  
Barreau de Montréal, Barreau de Québec,  
Barreau de Trois-Rivières, Barreau de  
Saint-François, Barreau d'Arthabaska,  
Barreau de Bedford, Barreau de Hull,  
Barreau de Richelieu, Barreau du Bas  
Saint-Laurent, Barreau du Saguenay,  
Barreau des Laurentides, Barreau d'Abi-  
tibi-Témiscamingue.
3. The Order of Advocates is a corpo- Corpora-  
ration named "The Bar of the Province tion.  
of Quebec". Name.
4. (1) The Bar shall be divided into Division.  
sections.
- (2) Each section shall constitute a Sections.  
separate and autonomous corporation,  
composed of the advocates entered on the  
Roll therein.
- (3) The existing sections, with their Names.  
present territorial limits, are respective-  
ly named: The Bar of Montreal, The  
Bar of Quebec, The Bar of Trois-Rivières,  
The Bar of St. Francis, The Bar of Artha-  
baska, The Bar of Bedford, The Bar of  
Hull, The Bar of Richelieu, The Bar of  
Lower St. Lawrence, The Bar of Sague-  
nay, The Bar of the Laurentides and The  
Bar of Abitibi-Témiscamingue.

Pouvoirs.

**5.** Le Barreau et chacune des sections possèdent tous les pouvoirs attribués aux corporations civiles par les lois du Québec.

**5.** The Bar and each of the sections shall possess all the powers assigned to civil corporations by the laws of the Province of Quebec. Powers.

Siège social du Barreau.

**6. 1.** Le Barreau a son siège social à Montréal, à l'endroit qu'il fixe par règlement.

**6. (1)** The Bar shall have its corporate seat in Montreal, at such place as it may fix by by-law. Corporate seat of Bar.

Id., des sections.

**2.** Chaque section a son siège social à l'endroit qu'elle fixe par règlement.

**(2)** Each section shall have its corporate seat at such place as it may fix by by-law. Id., of sections.

Règlements.

**3.** Les règlements prévus aux paragraphes 1 et 2 entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

**(3)** The by-laws contemplated in sub-sections 1 and 2 shall come into force on the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*. By-laws.

Signification contre le Barreau.

**7.** Toute procédure dirigée contre le Barreau ou contre une section doit être signifiée au bâtonnier ou au secrétaire, personnellement ou à leur étude, ou à son siège social.

**7.** All proceedings brought against the Bar or against a section must be served upon the bâtonnier or upon the secretary, either personally or at his office, or at its corporate seat. Service upon Bar.

Sceau.

**8.** Le Barreau et chaque section doivent avoir un sceau portant leur nom en bordure.

**8.** The Bar and each section shall have a seal bearing its name around the border. Seal.

## SECTION III

## CONSEIL GÉNÉRAL

§ 1.—*Composition*

Conseil général.

**9. 1.** Le Barreau est administré par un conseil appelé le « Conseil général du Barreau du Québec ».

**9. (1)** The Bar shall be governed by a council called the "General Council of the Bar of the Province of Quebec". General Council.

Droits, etc.

**2.** Le Conseil général exerce tous les droits, pouvoirs et prérogatives qui compétent au Barreau.

**(2)** The General Council shall exercise all the rights, powers and prerogatives of the Bar. Rights, etc.

Composition.

**3.** Le Conseil général comprend le bâtonnier de chacune des sections, neuf autres délégués de la section de Montréal, quatre autres délégués de la section de Québec et un autre délégué de chacune des sections de Trois-Rivières, de Saint-François et de Hull.

**(3)** The General Council shall be composed of the bâtonnier of each section, nine other delegates from the section of Montreal, four other delegates from the section of Quebec and one other delegate from each of the sections of Trois-Rivières, St. Francis and Hull. Composition.

Qualité requise des membres.

**4.** Les membres du Conseil général doivent être membres d'un conseil de section. Toutefois, celui-ci doit nommer annuellement ou au besoin, parmi ses membres anciens ou actuels, au moins trois substituts pour remplacer le bâtonnier ou l'un ou l'autre des délégués incapables d'assister à une assemblée. Le bâtonnier, ou à son défaut le premier conseiller, désigne le substitut qui doit remplacer le délégué absent, soit pour

**(4)** Each member of the General Council must be a member of the council of a section. The latter, however, shall appoint annually or when necessary, from amongst its former or present members, three or more substitutes to replace the bâtonnier or any delegate unable to attend a meeting. The bâtonnier, or failing him the first councillor, shall designate the substitute who is to replace the absent delegate, either for the duration of the meeting or

toute la durée de l'assemblée, soit pour une ou plusieurs de ses séances.

for one or more sittings thereof.

Bâtonnier.

**10. 1.** À l'assemblée prévue au paragraphe 1 de l'article 11, le Conseil général élit au scrutin secret, parmi ses membres, un président connu sous le nom de « bâtonnier du Québec ».

**10. (1)** At the meeting provided for in subsection 1 of section 11, the General Council shall elect by secret ballot from among its members a presiding officer known as the "Bâtonnier of the Province of Quebec".

Bâtonnier.

Droit de surveillance générale.

**2.** Le bâtonnier du Québec est le chef de l'Ordre et en cette qualité exerce un droit de surveillance générale sur les affaires du Barreau. Il reste en fonctions et demeure membre du Conseil général jusqu'à l'élection de son successeur, malgré l'article 9.

**(2)** The bâtonnier of the Province of Quebec shall be the head of the Order and as such shall have a right of general supervision of the affairs of the Bar. He shall remain in office and continue to be a member of the General Council until his successor is elected, notwithstanding section 9.

Right of general supervision.

Privilege.

**3.** Le bâtonnier du Québec fait partie de droit de tous les comités formés par le Barreau, sauf les organismes disciplinaires.

**(3)** The bâtonnier of the Province of Quebec shall be *ex officio* a member of all committees appointed by the Bar, except the disciplinary bodies.

Privilege.

Ancienneté.

**4.** Les avocats qui ont occupé la fonction de bâtonnier du Québec conservent leur titre de bâtonnier et prennent préséance selon leur ancienneté.

**(4)** Advocates who have held the office of bâtonnier of the Province of Quebec shall retain their title of bâtonnier and take precedence according to seniority.

Seniority.

## § 2.—Assemblées

## § 2.—Meetings

Première assemblée ordinaire.

**11. 1.** La première assemblée ordinaire du Conseil général a lieu en juin à Montréal sur convocation par lettre du secrétaire général.

**11. (1)** The first regular meeting of the General Council shall be held in June at Montreal at the call, by letter, of the secretary-general.

First regular meeting.

Autres assemblées ordinaires.

**2.** Le Conseil général fixe par résolution la date et le lieu des autres assemblées ordinaires.

**(2)** The General Council shall fix by resolution the date and place for the other regular meetings.

Other regular meetings.

Assemblées extraordinaires.

**3.** Le bâtonnier du Québec ou neuf membres du Conseil général peuvent requérir le secrétaire général de convoquer une assemblée extraordinaire du Conseil général.

**(3)** The bâtonnier of the Province of Quebec or nine members of the General Council may require the secretary-general to call a special meeting of the General Council.

Special meetings.

Quorum.

**12. 1.** Le quorum du Conseil général est composé de la majorité de ses membres.

**12. (1)** A majority of the members of the General Council shall constitute a quorum thereof.

Quorum.

Décisions.

**2.** Les décisions se prennent à la majorité des voix des membres présents.

**(2)** Decisions shall be taken by the majority vote of the members present.

Decisions.

Vote obligatoire.

**3.** Les membres présents sont tenus de voter, sauf empêchement stipulé par la loi ou motif de récusation jugé suffisant par le président de l'assemblée.

**(3)** The members present must vote unless prevented by law or for reasons of recusation deemed sufficient by the chairman of the meeting.

Obligatory vote.

Vote prépondérant.

**4.** Au cas d'égalité des voix, le président de l'assemblée donne un vote prépondérant.

**(4)** In the case of a tie vote, the chairman of the meeting shall give a casting vote.

Casting vote.



## § 3.—Pouvoirs

## § 3.—Powers

Résolutions.

**13. 1.** Le Conseil général, par résolution, peut:

*a)* dresser et publier le Tableau de l'Ordre des avocats du Québec;

*b)* publier des recueils officiels des décisions des tribunaux du Québec ou du Canada ou tout autre périodique d'intérêt professionnel;

*c)* déterminer les devoirs et les fonctions de ses officiers et employés, ainsi que ceux des officiers des sections à l'égard du Barreau et de ses officiers;

*d)* former des comités, déterminer leurs pouvoirs, fixer la rémunération de leurs membres et celle des membres du Bureau;

*e)* modifier le territoire des sections avec le consentement des sections intéressées;

*f)* exiger des sections un rapport financier annuel;

*g)* imposer aux sections une répartition établie sur la base jugée la plus équitable, au cas où les revenus ordinaires du Conseil général ne suffiraient pas à défrayer ses dépenses;

*h)* statuer sur sa régie interne, l'administration de ses biens, la nomination, la rémunération et la retraite de ses employés, l'institution en leur faveur d'un régime de rentes conformément à la Loi des régimes supplémentaires de rentes, l'organisation de cours de perfectionnement pour les avocats, toute matière d'intérêt général pour le Barreau et ses membres et toute autre matière jugée nécessaire ou utile pour l'exercice de ses pouvoirs;

*i)* fixer la date et le lieu d'une assemblée générale annuelle de tous les membres de l'Ordre.

Règlements.

**2.** Le Conseil général, par règlement, peut:

*a)* permettre aux étudiants détenteurs d'un certificat d'immatriculation de vaquer à des activités d'ordre judiciaire ou quasi judiciaire, sous l'autorité et la responsabilité d'un avocat;

*b)* assurer l'entraînement professionnel, en définir les modalités, dispenser l'enseignement approprié et, à ces fins, fonder et administrer une école de droit;

Résolutions.

**13. (1)** The General Council, by resolution, may:

*(a)* prepare and publish the Roll of the Order of Advocates of the Province of Quebec;

*(b)* publish official reports of the decisions of the courts of the Province of Quebec or of Canada, or any other periodical of professional interest;

*(c)* determine the duties and functions of its officers and employees, and those of the officers of sections with respect to the Bar and its officers;

*(d)* appoint committees, determine their powers, fix the remuneration of the members thereof and that of the members of the Board;

*(e)* change the territory of sections with the consent of the sections concerned;

*(f)* require an annual financial report from the sections;

*(g)* levy on the sections an assessment established on the basis deemed most equitable, should the ordinary revenues of the General Council not be sufficient to meet its expenses;

*(h)* make decisions with respect to its internal government, the administration of its property, the appointment, remuneration and retirement of its employees, the establishment for their benefit of a pension plan in accordance with the Supplemental Pension Plans Act, the organization of refresher courses for advocates, any matters of general interest to the Bar and its members and any other matter deemed necessary or useful for the exercise of its powers;

*(i)* fix the date and place of an annual general meeting of all the members of the Order.

**(2)** The General Council, by by-law, may:

*(a)* authorize students who hold a certificate of matriculation to engage in activities of a judicial or quasi-judicial nature, under the authority and responsibility of an advocate;

*(b)* ensure professional training, define its modalities, give the appropriate instruction and, for such purposes, establish and administer a school of law;

c) mettre sous tutelle ou abolir les sections qui n'ont pas les fonds suffisants pour subsister ou qui ne font pas un usage convenable et utile de leurs fonds; exiger des officiers de ces sections un rapport de l'emploi de leurs fonds et, si nécessaire, ordonner une enquête;

d) disposer des livres, des archives et des biens des sections abolies par le Conseil général, ou de celles dissoutes de leur chef aux termes de la présente loi; le Barreau doit alors assumer leurs obligations;

e) prononcer à l'égard des sections en défaut de payer la répartition imposée en vertu du sous-paragraphe g du paragraphe 1 les sanctions suivantes: la privation du droit de représentation au Conseil général, la mise en tutelle ou l'abolition de la section;

f) établir et administrer un fonds de bienfaisance et un fonds d'indemnisation.

Règle-  
ments.

3. Le Conseil général, par règlement, peut également:

a) assurer le maintien de l'honneur et de la dignité du Barreau et de la discipline de ses membres et, à cette fin, adopter un code d'éthique professionnelle;

b) définir les professions, métiers, industries, commerces, charges ou fonctions incompatibles avec la dignité ou l'exercice de la profession;

c) définir, après consultation du Comité des études universitaires et de la formation professionnelle, les critères de reconnaissance d'une faculté de droit, eu égard aux matières enseignées, à la durée des cours, au nombre minimum de professeurs de carrière, à l'état de la bibliothèque et autres conditions matérielles d'enseignement, pour fins d'admission à l'exercice de la profession;

d) déterminer une procédure d'arbitrage des comptes d'avocats à laquelle les clients puissent recourir;

e) établir et administrer une caisse de retraite pour les membres de l'Ordre; un tel règlement est cependant soumis à la Loi des régimes supplémentaires de rentes;

f) établir et administrer un organisme d'assistance judiciaire dans toute la province et conclure à cette fin toutes ententes utiles avec les sections et les autorités gouvernementales;

(c) put under trusteeship or abolish sections which do not have sufficient funds to subsist or do not use their funds properly or judiciously; compel the officers of such sections to report upon the employment of their funds and, if necessary, order an investigation;

(d) dispose of the books, records and property of the sections abolished by the General Council, or of sections voluntarily dissolved according to this act; the Bar shall then assume their liabilities;

(e) impose on sections in default to pay the assessment imposed under paragraph g of subsection 1 the following penalties: forfeiture of the right of representation on the General Council, putting under trusteeship or abolition of the section;

(f) establish and administer a benevolent fund and an indemnity fund.

(3) The General Council, by by-law, <sup>By-laws.</sup> may also:

(a) ensure the maintenance of the honour and dignity of the Bar and of the discipline of its members and to that end adopt a code of professional ethics;

(b) define the professions, callings, industries, trades, offices or functions incompatible with the dignity or practice of the profession;

(c) define, after consultation with the Committee on University Studies and Professional Instruction, the criteria for recognition of law faculties, having regard to the subjects taught, the length of the courses, the minimum number of full-time teachers, the state of the library and other material teaching conditions, for purposes of admission to the practice of the profession;

(d) establish a procedure, available to clients, for the arbitration of advocates' accounts;

(e) establish and administer a retirement fund for members of the Order; but such a by-law shall be subject to the Supplemental Pension Plans Act;

(f) establish and administer an organization for legal aid throughout the Province and for such purpose make any useful agreements with the sections and with governmental authorities;

g) prescrire la formule du serment d'office de l'avocat.

(g) prescribe the form of an advocate's oath of office.

Communi-  
cation  
aux  
membres.

**14. 1.** Un règlement ne peut être adopté en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 13 que si le secrétaire général en a communiqué le projet à tous les membres de l'Ordre, au moins trente jours auparavant.

**14. (1)** No by-law shall be adopted under subsections 2 and 3 of section 13 unless the secretary-general has communicated a draft thereof to all members of the Order, at least thirty days beforehand.

Approba-  
tion et  
publica-  
tion.

**2.** De plus, un règlement adopté en vertu du paragraphe 3 de l'article 13 doit être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

**(2)** Moreover, a by-law adopted under subsection 3 of section 13 must be approved by the Lieutenant-Governor in Council and be published in the *Quebec Official Gazette*.

Entrée en  
vigueur.

**3.** Sous réserve des paragraphes 1 et 2, un règlement entre en vigueur après avis aux membres de l'Ordre et à la date que le Conseil général fixe.

**(3)** Subject to subsections 1 and 2, a by-law shall come into force after notice to the members of the Order and on such date as the General Council may determine.

#### § 4.—Comité exécutif

#### § 4.—Executive Committee

Comité  
exécutif.

**15. 1.** À l'assemblée prévue au paragraphe 1 de l'article 11, le Conseil général forme le Comité exécutif du Barreau.

**15. (1)** At the meeting provided for in subsection 1 of section 11, the General Council shall form the Executive Committee of the Bar.

Forma-  
tion.

**2.** Le Comité exécutif est formé de huit membres du Conseil général, savoir:

**(2)** The Executive Committee shall consist of eight members of the General Council, namely:

- a) le bâtonnier du Québec; et en plus
- b) trois membres choisis parmi les délégués de la section de Montréal;
- c) deux membres choisis parmi ceux de la section de Québec; et
- d) deux bâtonniers en exercice des autres sections.

- (a) the bâtonnier of the Province of Quebec; and also
- (b) three members selected from among the delegates of the section of Montreal;
- (c) two members selected from among those of the section of Quebec; and
- (d) two bâtonniers in office of the other sections.

Quorum.

**3.** Quatre membres du Comité exécutif en forment le quorum.

**(3)** Four members of the Executive Committee shall constitute a quorum thereof.

Président.

**16. 1.** Le Comité exécutif est présidé par le bâtonnier du Québec.

**16. (1)** The Executive Committee shall be presided over by the bâtonnier of the Province of Quebec.

Vice-  
président.

**2.** Le vice-président en est choisi par le Conseil général, parmi les membres du Comité exécutif, immédiatement après la formation de celui-ci.

**(2)** The vice-president shall be chosen by the General Council, from among the members of the Executive Committee, immediately after their election.

Devoirs.

**3.** Le vice-président du Comité exécutif remplace le bâtonnier du Québec au besoin.

**(3)** The vice-president of the Executive Committee shall replace the bâtonnier of the Province of Quebec when necessary.

Décisions  
à la ma-  
jorité.

**4.** Les décisions du Comité exécutif se prennent à la majorité des voix des membres présents.

**(4)** Decisions of the Executive Committee shall be taken by the majority vote of the members present.

Vote pré-  
pondé-  
rant.

**5.** Au cas d'égalité des voix, le président donne un vote prépondérant.

**(5)** In the case of a tie vote, the chairman shall give a casting vote.

Durée  
d'office.

**17.** Les membres du Comité exécutif demeurent en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

**17.** The members of the Executive Committee shall remain in office until the election of their successors. Term of office.

Pouvoirs  
du  
Comité  
exécutif  
entre les  
assem-  
blées.

**18.** 1. Sous réserve des restrictions imposées par le Conseil général, le Comité exécutif, entre les assemblées du Conseil général, possède et peut exercer tous les pouvoirs de ce dernier dans l'administration des affaires du Barreau, sauf ceux qui doivent être exercés exclusivement par le Conseil général de par la présente loi.

**18.** (1) Subject to the restrictions imposed by the General Council, the Executive Committee, between the meetings of the General Council, shall have and may exercise all the powers of the General Council in the government of the affairs of the Bar, except those which by this act must be exercised exclusively by the General Council. Powers of Executive Committee between meetings.

Rapport.

2. Le Comité exécutif fait rapport de toutes ses décisions au Conseil général à son assemblée suivante; celui-ci peut les modifier ou les rescinder, sans préjudice des droits acquis.

(2) The Executive Committee shall report all its decisions to the General Council at its next meeting; the latter may amend or rescind them, without prejudice to acquired rights. Report.

§ 5.—*Secrétariat*§ 5.—*Secretariat*Compo-  
sition.

**19.** 1. Le secrétaire général du Barreau est le chef du secrétariat. Celui-ci comprend, en outre, le secrétaire général adjoint, le syndic, les syndics adjoints, les syndics correspondants, l'arrétiste en chef, l'arrétiste adjoint et toute autre personne à qui le Conseil général peut confier une tâche particulière.

**19.** (1) The secretary-general of the Bar shall be the head of the secretariat. The secretariat shall also include the assistant secretary-general, the syndic, the assistant syndics, the corresponding syndics, the editor in chief of law reports, the assistant editor and any other person to whom the General Council may entrust a particular duty. Composition.

Qualités.

2. Tous sont avocats et nommés par le Conseil général qui, dans le silence de la présente loi, définit leurs fonctions.

(2) All shall be advocates and shall be appointed by the General Council which shall define their duties when this act is silent. Qualifications.

Devoirs  
du secré-  
taire  
général.

**20.** 1. Le secrétaire général accomplit les devoirs prévus par la présente loi et les règlements ainsi que ceux que lui imposent le Conseil général et le Comité exécutif.

**20.** (1) The secretary-general shall perform the duties prescribed by this act and the by-laws and also those assigned to him by the General Council and the Executive Committee. Duties of secretary-general.

Serments.

2. Il peut recevoir toute déclaration sous serment et administrer les serments prescrits par la présente loi.

(2) He may receive any sworn statement and administer the oaths prescribed by this act. Oaths.

État  
financier.

3. Il expédie chaque année au secrétaire de chacune des sections un état des finances du Barreau arrêté au 31 mars.

(3) He shall forward each year to the secretary of each section the financial statements of the Bar as at the 31st of March. Financial statement.

Secrétaire  
général  
adjoint.

**21.** 1. Le secrétaire général adjoint, sous la direction du secrétaire général, remplit les fonctions et devoirs de celui-ci et le remplace lorsqu'il est incapable d'agir par maladie, absence ou autre cause.

**21.** (1) The assistant secretary-general, under the direction of the secretary-general, shall perform the functions and duties of the latter and replace him when he is prevented from acting by illness, absence or other cause. Assistant secretary-general.



Remplacement.

2. En cas d'incapacité ou d'absence du secrétaire général, tout acte requis de lui peut être valablement fait par le bâtonnier du Québec, le secrétaire général adjoint ou une autre personne désignée par le Comité exécutif.

(2) When the secretary-general is absent or unable to act, anything required of him may validly be done by the bâtonnier of the Province of Quebec, the assistant secretary-general or any other person designated by the Executive Committee.

Replacement.

Syndic.

**22. 1.** Le syndic connaît des différends entre avocats ou entre un avocat et toute personne et il s'emploie à concilier les parties.

**22. (1)** The syndic shall deal with disputes between advocates or between an advocate and any person and shall endeavour to reconcile the parties.

Syndic.

Devoirs.

2. Le syndic assure l'inspection des comptes en fidéicommis prévue par les règlements, veille à la stricte observance de la discipline parmi les membres du Barreau et surveille l'exercice de la profession d'avocat dans la province.

(2) The syndic shall ensure the inspection of the trust accounts provided for by the by-laws, see to the strict enforcement of discipline among the members of the Bar and supervise the practice of the profession of advocate in the Province.

Duties.

Enquête.

**23. 1.** Le syndic s'enquiert auprès de tout avocat ou de toute personne, oralement ou par écrit, des faits relatifs aux plaintes, représentations ou informations qu'il reçoit concernant l'exercice de la profession d'avocat.

**23. (1)** The syndic shall require information from any advocate or other person, orally or in writing, as to the facts relating to complaints, representations or information which he receives respecting the practice of the profession of advocate.

Information.

Accès aux archives.

2. Dans l'exécution de ses fonctions, le syndic a accès aux archives du Barreau et des sections de même qu'à tous les documents produits aux greffes des tribunaux ou aux bureaux des corps publics.

(2) In the performance of his duties, the syndic shall have access to the records of the Bar and of the sections and to all documents filed in the offices of the courts or in those of public bodies.

Access to records.

Possession de dossiers, etc.

3. Il a aussi le droit de prendre possession et de disposer de tout dossier, document ou autre bien confié à un avocat devenu inhabile ou incapable d'exercer, ou détenu par les représentants légaux d'un avocat décédé, nonobstant tous honoraires et déboursés dus à l'avocat.

(3) He shall also have the right to take possession and dispose of any record, document or other property entrusted to an advocate who has become disqualified or unable to practise, or held by the legal representatives of a deceased advocate, notwithstanding any fees or disbursements owing to the advocate.

Possession of records, etc.

Procès-verbal des opérations.

4. Dans les cas prévus au paragraphe 3, il doit rédiger procès-verbal de ses opérations, en laisser copie à une personne raisonnable en charge des lieux et rendre compte à l'avocat ou à ses représentants.

(4) In the cases provided for in subsection 3, he shall draw up a minute of his proceedings and leave a copy thereof with a reasonable person in charge of the premises and account to the advocate or his representatives.

Minute of proceedings.

Président de tout comité spécial d'enquête.

**24. 1.** Le syndic préside tout comité spécial d'enquête formé par le Comité exécutif au sujet de toute question relative à la conduite professionnelle des membres du Barreau.

**24. (1)** The syndic shall preside over every special committee of inquiry formed by the Executive Committee with respect to any question relating to the professional conduct of members of the Bar.

Chairman of special inquiry committee.

Dispositions applicables.

2. Les articles 102 et 103 s'appliquent à ce comité spécial d'enquête.

(2) Sections 102 and 103 shall apply to such special committee of inquiry.

Provisions to apply.

Rapport.

**25.** Le syndic soumet au Comité exécutif, sur demande, un rapport écrit de ses activités.

**25.** The syndic shall submit to the Executive Committee, on request, a written report of his activities.

Report.

Adjoints. **26.** Les syndics adjoints assistent le syndic dans l'exécution de ses fonctions et chacun d'eux peut exercer sous sa direction les pouvoirs décrits aux articles 22, 23 et 104.

**26.** The assistant syndics shall assist the syndic in the performance of his duties and each of them may exercise under his direction the powers described in sections 22, 23 and 104. Assis-  
tants.

Membres à plein temps du secrétariat. **27.** Le secrétaire général et son adjoint, le syndic et ses adjoints ainsi que l'arrêstiste en chef et son adjoint sont des membres à plein temps du secrétariat et chacun d'eux ne peut être démis de ses fonctions que par un vote des deux tiers des membres du Conseil général.

**27.** The secretary-general and his assistant, the syndic and his assistants and the editor in chief of law reports and his assistant shall be full-time members of the secretariat and none of them may be dismissed except by a vote of two-thirds of the members of the General Council. Full-time  
members  
of secre-  
tariat.

Syndics correspondants. **28. 1.** Les syndics correspondants ont compétence en matière disciplinaire, dans la région qui leur est attribuée et dans les limites des fonctions qui leur sont confiées par la présente loi.

**28. (1)** The corresponding syndics shall have jurisdiction in disciplinary matters in the regions assigned to them and within the limits of the duties entrusted to them by this act. Corres-  
ponding  
syndics.

Devoirs et pouvoirs. **2.** Les syndics correspondants aident le syndic et ses adjoints dans l'exécution de leurs fonctions; chacun d'eux peut, sous la direction du syndic ou de l'un de ses adjoints, connaître des différends entre un avocat et son client, concilier les parties et exercer les pouvoirs décrits à l'article 23.

**(2)** The corresponding syndics shall assist the syndic and his assistants in the performance of their duties; each of them may, under the direction of the syndic or one of his assistants, deal with disputes between an advocate and his client, reconcile the parties and exercise the powers described in section 23. Duties  
and  
powers.

Rapport. **3.** Les syndics correspondants soumettent au syndic, à sa demande, un rapport écrit de leurs activités.

**(3)** The corresponding syndics shall submit to the syndic, when required by him, a written report of their activities. Report.

## SECTION IV

## DIVISION IV

## SECTIONS

## SECTIONS

## § 1.—Assemblées

## § 1.—Meetings

Assemblée générale annuelle. **29. 1.** Chaque section doit tenir une assemblée générale annuelle au cours des sept premiers jours de mai.

**29. (1)** Each section shall hold an annual general meeting within the first seven days of May. Annual  
general  
meeting.

Date, etc. **2.** Le conseil fixe la date et l'ordre du jour de cette assemblée.

**(2)** The council shall fix the date and the agenda for such meeting. Date, etc.

Assemblées extraordinaires de sections. **30.** Des assemblées extraordinaires de la section peuvent être tenues sur convocation par le secrétaire, à la demande du conseil, du bâtonnier ou du premier conseiller ou à la requête écrite de vingt membres dans la section de Montréal, de dix membres dans la section de Québec et de six membres dans les autres sections.

**30.** Special meetings of the section may be held at the call of the secretary, at the request of the council, the bâtonnier or the first councillor, or upon the written requisition of twenty members in the section of Montreal, ten members in the section of Quebec and six members in the other sections. Special  
meetings  
of  
sections.

Quorum. **31.** Cinquante membres forment le quorum des assemblées générales dans la

**31.** Fifty members shall constitute a quorum at general meetings in the section Quorum.

section de Montréal, vingt membres dans la section de Québec et huit membres dans les autres sections.

of Montreal, twenty members in the section of Quebec and eight members in the other sections.

Convo-  
cation.

**32.** La convocation des assemblées générales se fait de la manière et au lieu déterminés par les règlements de la section ou par résolution du conseil.

**32.** General meetings shall be called in the manner and at the place determined by the by-laws of the section or by resolution of the council. Calling.

### § 2.—Conseils

Compo-  
sition des  
conseils  
de  
section.

**33.** Le conseil de chaque section comprend quatre officiers: le bâtonnier, le premier conseiller, le trésorier et le secrétaire, ainsi que des conseillers au nombre de neuf pour la section de Montréal, de huit pour la section de Québec et de trois pour les autres sections.

**33.** The council of each section shall be composed of four officers: the bâtonnier, the first councillor, the treasurer and the secretary, and councillors to the number of nine for the section of Montreal, eight for the section of Quebec and three for the other sections. Compo-  
sition of  
councils of  
sections.

Date de  
l'élection.

**34. 1.** L'élection des officiers et conseillers se tient dans les sept premiers jours de mai.

**34. (1)** The election of the officers and councillors shall be held within the first seven days of May. Date of  
election.

Moda-  
lités.

**2.** Le conseil, par résolution, fixe les modalités de l'élection et nomme comme président de l'élection un membre de la section.

**(2)** The council, by resolution, shall determine the election procedure and appoint a member of the section to preside at the election. Proce-  
dure.

Scrutin  
secret.

**3.** Les voix doivent être données au scrutin secret à un endroit désigné par le conseil.

**(3)** The votes shall be cast by secret ballot at a place designated by the council. Secret  
ballot.

Quorum  
après  
ajourne-  
ment.

**4.** Au cas d'ajournement de l'assemblée annuelle pour fins de l'élection, le quorum, à la reprise de l'assemblée, se compose des membres présents.

**(4)** If the annual meeting is adjourned for purposes of the election, the quorum, when the meeting reconvenes, shall consist of the members present. Quorum  
after ad-  
journ-  
ment.

Éligibi-  
lité.

**5.** Seuls peuvent voter et sont éligibles les membres en règle de l'Ordre, à l'exclusion des conseillers en loi.

**(5)** Only members in good standing of the Order, excluding solicitors, may vote and are eligible. Eligi-  
bility.

Durée  
d'office.

**35. 1.** Les officiers et les conseillers sont élus pour un an mais ils sont rééligibles. Les règlements de chaque section déterminent les conditions de leur éligibilité.

**35. (1)** The officers and councillors shall be elected for one year but shall be re-eligible. The by-laws of each section shall determine the conditions of eligibility. Term of  
office.

Idem.

**2.** Une section peut toutefois arrêter, par une résolution votée à l'assemblée générale annuelle ou à une assemblée extraordinaire, que les officiers et les conseillers, ou certains d'entre eux, sont élus pour deux ans.

**(2)** Nevertheless a section may provide, by resolution passed at the annual general meeting or at a special meeting, that the officers and councillors, or some of them, shall be elected for two years. Idem.

Idem.

**3.** Les officiers et les conseillers entrent en fonctions dès leur élection et ils le demeurent jusqu'à leur décès, leur démission ou leur remplacement, selon le cas.

**(3)** The officers and councillors shall take office upon election and shall remain in office until their death, resignation or replacement, as the case may be. Idem.

Démis-  
sion im-  
plicité.

**4.** La nomination d'un officier ou d'un conseiller à une fonction incompatible

**(4)** The appointment of an officer or councillor to an office incompatible with Implicit  
resigna-  
tion.

avec l'exercice de la profession équivaut à sa démission.

Remplacement. 5. Au cas de décès, de démission ou d'incapacité d'un de ses membres, le conseil élit un remplaçant parmi les membres de la section ou ordonne un scrutin.

Quorum. 36. 1. Le quorum du conseil est composé de la majorité de ses membres.

Décisions à la majorité. 2. Les décisions se prennent à la majorité des voix des membres présents.

Vote obligatoire. 3. Les membres présents sont tenus de voter, sauf empêchement stipulé par la loi ou motif de récusation jugé suffisant par le président.

the practice of the profession shall be equivalent to his resignation.

(5) In the case of the death, resignation or inability to act of one of its members, the council shall elect a member of the section to replace him or order a poll. Replacement.

36. (1) A majority of the members of the council shall constitute a quorum thereof. Quorum.

(2) Decisions shall be taken by the majority vote of the members present. Decision by majority.

(3) The members present must vote unless prevented by law or for reasons of recusation deemed sufficient by the chairman. Obligatory vote.

### § 3.—Officers

Bâtonnier. 37. 1. Le bâtonnier préside les assemblées de la section et les séances du conseil. Au cas d'égalité des voix, le bâtonnier, le premier conseiller ou le président temporaire choisi en leur absence, donne un vote prépondérant.

Privilege. 2. Le bâtonnier fait partie de droit de tous les comités formés par le conseil.

Remplacement. 38. Le premier conseiller remplace le bâtonnier empêché d'agir par maladie, absence ou autre raison.

Trésorier et secrétaire. 39. 1. Le trésorier et le secrétaire remplissent les fonctions ordinairement dévolues par l'usage à ces officiers et ils accomplissent les devoirs spéciaux que leur dictent la présente loi et les règlements du Barreau ou que leur impose le conseil.

Cumul. 2. Le conseil peut décréter que la même personne cumule les fonctions de secrétaire et de trésorier; en ce cas, le nombre des conseillers à élire est augmenté d'une unité.

37. (1) The bâtonnier shall preside at all meetings of the section and of the council. In the case of a tie vote, the bâtonnier, the first councillor or the temporary chairman chosen in their absence, shall give a casting vote. Bâtonnier.

(2) The bâtonnier shall be *ex officio* a member of all committees formed by the council. Privilege.

38. The first councillor shall replace the bâtonnier when the latter is prevented from acting by sickness, absence or other cause. Replacement.

39. (1) The treasurer and the secretary shall perform the duties customarily incumbent on such officers and such special duties as are prescribed by this act and the by-laws of the Bar or assigned to them by the council. Treasurer and secretary.

(2) The council may order that the same person shall perform the duties of secretary and treasurer; in such case, the number of councillors to be elected shall be increased by one. Cumulation.

### § 4.—Pouvoirs

Pouvoir de réglementer. 40. 1. Un conseil de section peut, par règlement:

a) adopter les mesures propres à assurer la compétence et la discipline des sténographes qui exercent devant les tribunaux;

### § 4.—Powers

40. (1) The council of a section, by by-law, may: Power to regulate.

(a) adopt appropriate measures to ensure the competency and discipline of the court stenographers;



b) établir, dans les limites de la section, un organisme d'assistance judiciaire, un fonds de bienfaisance ou une bibliothèque générale de droit.

Pouvoir de régler.

2. Un conseil de section peut, par règlement ou résolution:

a) pourvoir à l'administration des organismes énumérés au sous-paragraphe b du paragraphe 1;

b) déterminer les fonctions des employés de la section et pourvoir à leur rémunération;

c) mettre à la retraite les employés de la section et leur payer une pension fixée par le conseil ou instituer en leur faveur un régime de retraite conformément à la Loi des régimes supplémentaires de rentes;

d) former des comités, déterminer leurs pouvoirs et fixer la rémunération de leurs membres;

e) décider la modification des limites territoriales de la section ou sa fusion avec une autre ou sa dissolution, à des conditions subordonnées à l'approbation des membres des sections intéressées et du Conseil général.

Idem.

3. Un conseil de section peut aussi, par règlement ou résolution, statuer sur sa régie interne et l'administration de ses biens ainsi que sur toute matière d'intérêt général.

Entrée en vigueur des règlements.

41. À moins qu'il n'en soit autrement ordonné, les règlements des conseils de section entrent en vigueur le jour de leur adoption.

Copie au secrétaire général.

42. 1. Chaque secrétaire de section expédie au secrétaire général du Barreau une copie certifiée de tout règlement adopté par le conseil de sa section, dans les dix jours de son adoption.

Soumise au Comité exécutif.

2. Le secrétaire général soumet ce règlement à la considération du Comité exécutif à sa réunion suivante.

Recommandation.

3. Le Comité exécutif formule à l'intention du Conseil général une recommandation appropriée, dont le secrétaire général expédie copie sans délai à la section dont il s'agit.

Désaveu.

43. 1. Dans les quatre mois de la réception d'un règlement de section par le secrétaire général, le Conseil général

(b) establish, within the limits of the section, a system of legal aid, a benevolent fund or a general law library.

(2) The council of a section, by by-law or resolution, may:

Power to regulate.

(a) provide for the administration of the organizations enumerated in paragraph b of subsection 1;

(b) determine the duties of the employees of the section and provide for their remuneration;

(c) superannuate the employees of the section and pay them a pension fixed by the council or establish a retirement plan for their benefit in accordance with the Supplemental Pension Plans Act;

(d) appoint committees, determine their powers and fix the remuneration of the members thereof;

(e) decide upon the modification of the territorial limits of the section or its amalgamation with another section or its dissolution, upon conditions which shall be subject to approval by the members of the sections concerned and by the General Council.

(3) The council of a section, by by-law or resolution, may also regulate its internal management and the administration of its property and any matter of general interest.

Idem.

41. Unless otherwise ordered, the by-laws of councils of sections shall come into force on the day of their adoption.

Coming into force of by-laws.

42. (1) The secretary of each section shall forward to the secretary-general of the Bar a certified copy of each by-law adopted by the council of his section, within ten days after it is adopted.

Copy to secretary-general.

(2) The secretary-general shall submit such by-law to the Executive Committee for consideration at its next meeting.

Submitted to Executive Committee. Recommendation.

(3) The Executive Committee shall make to the General Council an appropriate recommendation, of which the secretary-general shall forthwith transmit a copy to the section concerned.

43. (1) Within four months after the secretary-general has received a by-law of a section, the General Council, after

Disallowance.

peut, après préavis à la section dont il s'agit, désavouer ce règlement par un vote affirmatif des deux tiers de ses membres présents.

**Motifs.** 2. Le Conseil général exerce ce droit de désaveu si le règlement d'un conseil de section est incompatible avec un règlement du Conseil général ou avec l'intérêt général du Barreau.

**Effet.** 3. Le désaveu prononcé par le Conseil général rétroagit à la date du règlement du conseil de section et met à néant tout ce qui a pu être fait sous son empire.

**Effet de mise en tutelle.** 44. La mise en tutelle d'une section entraîne la suspension de tous ses pouvoirs qui passent au Conseil général.

prior notice to the section concerned, may disallow such by-law by the affirmative vote of two-thirds of the members present.

(2) The General Council shall exercise such right of disallowance if the by-law of the council of a section is incompatible with a by-law of the General Council or with the general interests of the Bar. **Reasons.**

(3) Disallowance by the General Council shall be retroactive to the date of the by-law of the council of a section and shall nullify everything done thereunder. **Effect.**

44. The putting under trusteeship of a section shall entail the suspension of all its powers, which shall pass to the General Council. **Effect of putting under trusteeship.**

#### SECTION V

##### ADMISSION AU BARREAU

##### § 1.—Bureau des examinateurs

**Pouvoirs.** 45. Sous réserve des articles 71 à 73 et du droit de contrôle et de surveillance du Conseil général, l'immatriculation, l'examen et l'admission à l'exercice de la profession d'avocat ressortissent au Bureau des examinateurs.

**Composition du Bureau.** 46. 1. À l'exclusion des conseillers en loi, le Bureau est composé d'un président choisi parmi les avocats inscrits au Tableau depuis au moins dix ans, du bâtonnier du Québec, d'un avocat choisi parmi le personnel enseignant de chacune des facultés de droit reconnues en vertu de l'article 62 et d'au moins dix-huit autres avocats.

**Secrétaire.** 2. Le secrétaire général est secrétaire du Bureau.

**Président, etc.** 3. Le Conseil général nomme le président annuellement. Après consultation avec le président, le Conseil général nomme également tous les autres examinateurs et définit la durée de leur mandat.

**Remplacement.** 47. 1. Si le président du Bureau est absent ou incapable d'agir, le Bureau lui nomme un remplaçant parmi ses membres.

**Idem.** 2. Toute vacance survenant avant l'expiration du mandat d'un examinateur est remplie par le Comité exécutif pour le temps qui reste à courir.

#### DIVISION V

##### ADMISSION TO THE BAR

##### § 1.—Board of Examiners

45. Subject to sections 71 to 73 and to the right of direction and supervision of the General Council, matriculation examination and admission to the practice of the profession of advocate shall be under the control of the Board of Examiners. **Powers.**

46. (1) Solicitors excluded, the Board shall be composed of a chairman chosen from among the advocates who have been entered on the Roll for at least ten years, the bâtonnier of the Province of Quebec, an advocate chosen from among the teaching staff of each of the law faculties recognized under section 62, and at least eighteen other advocates. **Composition of Board.**

(2) The secretary-general shall be secretary of the Board. **Secretary.**

(3) The General Council shall appoint the chairman annually. After consultation with the chairman, the General Council shall also appoint all the other examiners and fix their term of office. **Chairman, etc.**

47. (1) If the chairman of the Board is absent or unable to act, the Board shall appoint one of its members to replace him. **Replacement.**

(2) Any vacancy occurring before the expiry of the term of an examiner shall be filled by the Executive Committee for the balance of the term. **Idem.**

- Absences. 3. Si, à l'occasion d'un examen, un examinateur est absent ou incapable d'agir, le président ou, à son défaut, le secrétaire du Bureau lui nomme un substitut.
- Quorum. 48. 1. Le quorum du Bureau est de dix.
- Décisions. 2. Toute décision y est prise à la majorité des voix des membres présents.
- Vote prépondérant. 3. Au cas de partage égal des voix, le président donne un vote prépondérant.
- Serment. 49. Avant chaque examen, les examinateurs doivent prêter serment, devant le secrétaire du Bureau, de remplir fidèlement leurs fonctions et de garder le secret de leurs délibérations et des questions de l'examen.
- Examens. 50. 1. Le Bureau, par résolution, détermine la date, le lieu et la procédure de l'examen.
- Règlements. 2. Le Bureau, par règlement:
- a) arrête les formalités de l'immatriculation, de l'examen et de l'admission à l'exercice ainsi que le texte des formules qui s'y rapportent;
- b) détermine le programme de l'examen d'admission à l'exercice de la profession d'avocat.
- Idem. 3. Le Bureau, également par règlement:
- a) définit les qualités et conditions requises des aspirants à l'exercice de la profession, outre celles spécifiées dans la présente loi;
- b) fixe le montant des honoraires exigibles des candidats à l'immatriculation et à l'examen.
- Approba-tion. 4. Tout règlement du Bureau est subordonné à l'approbation du Conseil général et, dans les cas prévus au paragraphe 3, à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.
- Publica-tion. 5. Tout règlement du Bureau entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.
- Décisions, etc., inattaquées. 51. 1. Les décisions du Bureau et de ses comités, de même que les procédures adoptées par eux ou faites devant eux, ne peuvent être attaquées devant les tribunaux de quelque façon que ce soit.
- (3) If, when an examination is held, an examiner is absent or unable to act, the chairman or, failing him, the secretary of the Board shall appoint a substitute for him.
48. (1) The quorum of the Board shall be ten members.
- (2) Every decision thereof shall be taken by the majority vote of the members present.
- (3) In the event of a tie vote, the chairman shall give a casting vote.
49. Before each examination, the examiners shall take oath, before the secretary of the Board, to perform their duties faithfully and to keep their deliberations and the examination questions secret.
50. (1) The Board, by resolution, shall determine the date, place and procedure of the examination.
- (2) The Board, by by-law:
- (a) shall prescribe the formalities of matriculation, examination and admission to practice as well as the text of all forms relating thereto;
- (b) shall determine the programme of the examination for admission to the practice of the profession of advocate.
- (3) The Board, also by by-law:
- (a) shall define the qualifications and conditions required of candidates for the practice of the profession, in addition to those specified in this act;
- (b) shall fix the amount of the fees payable by candidates for matriculation and examination.
- (4) Every by-law of the Board shall be subject to approval by the General Council and, in the cases provided for in subsection 3, by the Lieutenant-Governor in Council.
- (5) Every by-law of the Board shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.
51. (1) The decisions of the Board and of its committees, as well as the proceedings adopted by them or taken before them, shall not be attacked before the courts in any manner whatsoever.

Finalité. 2. Les décisions du Bureau et de ses comités sont finales et sans appel.

(2) The decisions of the Board and of its committees shall be final and without appeal. Finality.

### § 2.—*Immatriculation*

Demande d'immatriculation.

**52. 1.** Avant le 1er novembre de sa dernière année du cours de licence dans une faculté de droit reconnue en vertu de l'article 62, tout candidat à l'exercice de la profession doit faire parvenir au secrétaire du Bureau une demande d'immatriculation en la forme et aux conditions prescrites par les règlements.

Examen des candidatures.

2. Un comité de vérification formé par le Bureau et composé du président et de deux autres membres doit examiner chaque candidature et rendre sa décision au plus tard le 31 janvier suivant.

Conditions d'admission à l'immatriculation.

**53.** Pour être admis à l'immatriculation, le candidat doit :

*a*) être bachelier ès arts d'une université canadienne ou d'une université ou d'un collège dont le grade est reconnu équivalent à la fois par toutes les universités dont les facultés de droit sont reconnues en vertu de l'article 62, et en plus par le Bureau; ou

*b*) être détenteur d'un ou de plusieurs grades autres que le baccalauréat ès arts, reconnus équivalents ou supérieurs à ce dernier à la fois par toutes les universités dont les facultés de droit sont reconnues en vertu de l'article 62, et en plus par le Bureau; et

*c*) s'être conformé aux formalités imposées par la présente loi et par les règlements du Barreau.

Conditions subséquentes.

**54.** Après son immatriculation, le candidat doit recevoir l'entraînement professionnel prescrit par le paragraphe *e* de l'article 61 et se présenter à l'examen aux conditions prescrites par les règlements.

Suffisance du dossier académique.

**55.** En tout temps avant son immatriculation, un candidat peut requérir le Bureau de se prononcer sur la suffisance de son dossier académique.

Certificat accordé.

**56. 1.** Sur le rapport adressé par le Bureau au bâtonnier du Québec, attestant que le candidat est de bonnes moeurs,

### § 2.—*Matriculation*

**52. (1)** Before the 1st of November of the last year of his undergraduate course in a law faculty recognized under section 62, every candidate for the practice of the profession shall forward to the secretary of the Board an application for matriculation in the form and on the conditions prescribed by the by-laws. Application for matriculation.

(2) A committee of inspection formed by the Board and composed of the chairman and two other members shall examine each candidature and render its decision not later than the following 31st of January. Examination of candidature.

**53.** In order to be granted matriculation, a candidate must: Matriculation requirements.

(*a*) be a bachelor of arts of a Canadian university or of a university or college whose degree is recognized as equivalent jointly by all the universities whose law faculties are recognized under section 62, and also by the Board; or

(*b*) hold one or more degrees, other than that of bachelor of arts, recognized as equivalent to or higher than the latter by all the universities whose law faculties are recognized under section 62, and also by the Board; and

(*c*) have complied with the formalities imposed by this act and by the by-laws of the Bar.

**54.** After matriculation, the candidate must receive the professional training prescribed by paragraph *e* of section 61 and present himself for the examination on the conditions prescribed by the by-laws. Further requirements.

**55.** At any time before his matriculation, a candidate may require the Board to decide as to the sufficiency of his academic record. Sufficiency of academic record.

**56. (1)** Upon a report by the Board to the bâtonnier of the Province of Quebec, certifying that a candidate is of good Certificate granted.



qu'il a les aptitudes, connaissances et qualités requises et qu'il s'est en tout conformé à la présente loi et aux règlements du Barreau, le bâtonnier du Québec accorde au candidat un certificat d'immatriculation.

Signature, etc. 2. Ce certificat est signé par le bâtonnier du Québec et contresigné par le secrétaire général; il porte le sceau du Barreau.

Entrée aux registres. 3. Ce certificat est porté sur les registres du Bureau.

### § 3.—*Admission à l'exercice de la profession*

Effet rétroactif. 57. Aux conditions qu'il détermine, le Bureau peut, sur requête, donner un effet rétroactif à l'immatriculation d'un candidat à l'exercice de la profession et permettre à ce dernier de se présenter à l'examen, comme s'il était en règle, et d'exercer la profession.

Requête soumise au Bureau. 58. Toute requête pour rétroactivité de l'admission à l'étude du droit, accordée par le Conseil général depuis le premier janvier 1963 jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, peut être soumise au Bureau qui statuera sur elle selon les dispositions de l'article 57.

Honoraires payables. 59. Le candidat à l'exercice de la profession doit, dans tous les cas, payer les honoraires d'immatriculation en plus des honoraires d'admission à l'examen.

Vérification des dossiers. 60. 1. À la date fixée par le président, un comité du Bureau, composé du président et de quatre autres membres choisis par lui, vérifie les dossiers et se prononce sur le droit des candidats à subir l'examen.

Assignation, etc. du candidat, etc. 2. Le comité doit s'enquérir des mœurs, des connaissances et des qualités du candidat. À ces fins il peut assigner et interroger, sous serment reçu par l'un de ses membres, le candidat et toute autre personne et leur poser toutes les questions pertinentes.

Témoins. 3. Ce comité exerce tous les pouvoirs de la Cour supérieure pour contraindre les témoins à comparaître et à répondre sous serment, de la manière et sous les peines prévues au Code de procédure civile.

morals, has the necessary capacity, knowledge and qualifications and has fully complied with this act and the by-laws of the Bar, the bâtonnier of the Province of Quebec shall grant him a certificate of matriculation.

(2) Such certificate shall be signed by the bâtonnier of the Province of Quebec and countersigned by the secretary-general and shall bear the seal of the Bar.

(3) Such certificate shall be entered in the books of the Board.

### § 3.—*Admission to the practice of the profession*

57. Subject to such conditions as it determines, the Board, upon application, may give retroactive effect to the matriculation of a candidate for the practice of the profession and permit him to take the examination as if he were in good standing, and to practise the profession.

58. Any application for admission to the study of law with retroactive effect, granted by the General Council since the 1st of January 1963 and until the coming into force of this act, may be submitted to the Board which shall decide the same in accordance with section 57.

59. Candidates for the practice of the profession shall in all cases pay the matriculation fees in addition to the fees for admission to the examination.

60. (1) On the date fixed by the chairman, a committee of the Board, composed of the chairman and four other members chosen by him, shall examine the records and decide on the right of the candidates to sit for the examination.

(2) The committee shall inquire into the morals, knowledge and qualifications of the candidate. For such purposes it may summon and examine under oath, administered by one of its members, the candidate and any other person and put to them any pertinent questions.

(3) Such committee shall have all the powers of the Superior Court to compel witnesses to appear and to answer on oath, in the manner and under the penalties prescribed in the Code of Civil Procedure.

Condi-  
tions  
d'admis-  
sion à  
l'exercice.

**61.** Sous réserve des dispositions des articles 66 à 73 et 75, pour être admis à l'exercice de la profession, il faut:

- a) être citoyen canadien;
- b) être majeur;
- c) avoir été immatriculé;
- d) avoir obtenu une licence ou un baccalauréat d'une faculté de droit reconnue en vertu de l'article 62 et dont le programme comprend des enseignements obligatoires dans les matières déterminées par le Barreau;
- e) avoir reçu un entraînement professionnel aux conditions prévues par les règlements;
- f) avoir subi avec succès l'examen d'admission au Barreau.

**61.** Subject to sections 66 to 73 and 75, in order to be admitted to the practice of the profession, one must:

- (a) be a Canadian citizen;
- (b) be of the age of majority;
- (c) have matriculated;
- (d) have obtained a *licence* or a bachelor's degree from a law faculty recognized under section 62 and the curriculum of which includes obligatory instruction in the subjects determined by the Bar;
- (e) have received professional training under the conditions prescribed by the by-laws;
- (f) have passed the examination for admission to the Bar.

Condi-  
tions of  
admission  
to prac-  
tise.

Recon-  
naissance  
de facul-  
tés de  
droit.

**62. 1.** Pour les fins du paragraphe *d* de l'article 61, le Conseil général accorde ou révoque la reconnaissance aux facultés de droit, sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Facultés  
recon-  
nues.

**2.** Sous réserve du droit de révocation conféré par le paragraphe 1, sont par la présente loi reconnues les facultés de droit de l'Université Laval, de l'Université McGill, de l'Université de Montréal, de l'Université de Sherbrooke et de l'Université d'Ottawa (section de droit civil).

**62. (1)** For the purposes of paragraph *d* of section 61, the General Council shall grant or revoke recognition of law faculties, subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

Recogni-  
tion of law  
faculties.

**(2)** Subject to the right of revocation reserved by subsection 1, the law faculties of Laval University, McGill University, the University of Montreal, the University of Sherbrooke and the University of Ottawa (civil law section) are hereby recognized.

Faculties  
recogn-  
ized.

Avis des  
candidats  
admis.

**63.** Après chaque session du Bureau, le secrétaire doit transmettre sans délai aux secrétaires des sections un avis indiquant les nom, prénoms, âge, sexe et résidence des candidats qui ont subi l'examen avec succès.

**63.** Immediately after each session of the Board, the secretary shall forward to the secretaries of sections a notice mentioning the name in full, age, sex and residence of each of the candidates who have passed the examination.

Notice of  
candi-  
dates  
admitted.

Certificat.

**64. 1.** Sur le rapport adressé par le Bureau au bâtonnier du Québec, attestant que le candidat est de bonnes moeurs, qu'il a les aptitudes, connaissances et qualités requises et qu'il s'est en tout conformé à la présente loi et aux règlements du Barreau, le bâtonnier du Québec accorde au candidat qui a subi l'examen avec succès un certificat d'aptitude à exercer la profession.

Signa-  
tures.

**2.** Ce certificat est signé par le bâtonnier du Québec et contresigné par le secrétaire général; il porte le sceau du Barreau.

Entrée  
aux  
registres.

**3.** Ce certificat est porté sur les registres du Bureau.

**64. (1)** Upon the report by the Board to the bâtonnier of the Province of Quebec, certifying that a candidate is of good morals, has the necessary capacity, knowledge and qualifications and has fully complied with this act and the by-laws of the Bar, the bâtonnier of the Province of Quebec shall grant to the candidate who has passed the examination a certificate of competence to practise the profession.

Certif-  
icate.

**(2)** Such certificate shall be signed by the bâtonnier of the Province of Quebec and countersigned by the secretary-general and shall bear the seal of the Bar.

Signature.

**(3)** Such certificate shall be entered in the books of the Board.

Entry in  
books.

Effet du  
certificat.

4. Ce certificat confère à son détenteur le droit d'être inscrit au Tableau après avoir prêté les serments d'office et d'allégeance prescrits par la loi.

Recep-  
tion des  
serments.

5. Ces serments sont reçus par le bâtonnier du Québec, l'un des bâtonniers de Québec ou de Montréal ou par le secrétaire général ou, sur production par le candidat de son certificat d'aptitude, par le bâtonnier de la section où il s'inscrit.

(4) Such certificate shall entitle the holder to be entered on the Roll after taking the oaths of office and of allegiance prescribed by law.

Effect of  
certifi-  
cate.

(5) Such oaths shall be administered by the bâtonnier of the Province of Quebec, by one of the bâtonniers of Quebec or of Montreal or by the secretary-general or, upon production by the candidate of his certificate of competence, by the bâtonnier of the section in which he enrolls.

Oaths.

Comité  
d'enquête.

**65. 1.** Lorsque le Bureau est informé ou a raison de croire que le détenteur d'un certificat d'aptitude à exercer la profession s'est rendu coupable de fraude au cours de l'examen requis pour l'obtention de ce certificat ou dans l'accomplissement des formalités prescrites pour l'admission à cet examen, il peut nommer un comité d'au moins cinq examinateurs pour faire enquête à ce sujet.

Pouvoirs.

2. Dans l'exercice de ses fonctions, le comité possède tous les pouvoirs énumérés aux paragraphes 2 et 3 de l'article 60.

Plainte.

3. Si l'enquête révèle qu'une fraude a été commise, le président du Bureau doit porter une plainte devant le Comité de discipline; cette plainte est entendue et décidée suivant les dispositions de la section VIII.

Révoca-  
tion du  
certificat.

4. Si la fraude reprochée est retenue contre l'intimé, le Comité de discipline révoque son certificat d'aptitude, qu'il soit ou non, à ce moment, inscrit au Tableau, et peut en outre imposer l'une des autres sanctions prévues à l'article 111.

**65. (1)** Whenever the Board is informed or has reason to believe that the holder of a certificate of competence to practise the profession has been guilty of fraud at the examination required for obtaining such certificate or in the fulfilment of the formalities prescribed for admission to such examination, it may appoint a committee of five or more examiners to inquire into the matter.

Commit-  
tee of  
inquiry.

(2) In the discharge of its duties, the committee shall have all the powers enumerated in subsections 2 and 3 of section 60.

Powers.

(3) If the inquiry reveals that fraud has been committed, the chairman of the Board shall lodge a complaint with the Committee on Discipline; such complaint shall be heard and decided in accordance with Division VIII.

Com-  
plaint.

(4) If the fraud charged is maintained against the respondent, the Committee on Discipline shall revoke his certificate of competence whether or not he is entered on the Roll at the time, and it may also impose any of the other penalties provided in section 111.

Revoca-  
tion of  
certifi-  
cate.

§ 4.—*Admission des avocats  
des autres provinces du Canada*

Admission  
à titre  
d'avocat.

**66.** Un membre du barreau d'une autre province peut être admis au Barreau à titre d'avocat aux conditions suivantes:

- a) être citoyen canadien;
- b) avoir exercé la profession au Canada durant au moins trois années consécutives;
- c) obtenir du Bureau, sur requête, l'autorisation de subir l'examen d'admission au Barreau.

§ 4.—*Admission of advocates  
from other provinces of Canada*

**66.** A member of the bar of another province may be admitted to the Bar as an advocate on the following conditions:

Admis-  
sion as  
advocate.

- (a) that he is a Canadian citizen;
- (b) that he has practised the profession in Canada for at least three consecutive years;
- (c) that he obtains from the Board, on petition, permission to take the examination for admission to the Bar.

Docu-  
ments  
requis.

**67.** La requête du candidat doit être accompagnée:

**67.** The candidate's petition must be accompanied:

Docu-  
ments  
required.

a) de la demande d'immatriculation prévue à l'article 52;

b) d'un certificat de l'officier compétent attestant que le requérant a été admis au barreau d'une autre province, qu'il en est membre en règle et exerce sa profession depuis au moins trois ans et à la date même de sa requête, et qu'il n'a jamais été condamné à une peine disciplinaire;

c) d'un certificat de l'officier compétent indiquant le montant des honoraires exigés d'un avocat du Québec pour son admission au barreau de cette autre province.

(a) by the application for matriculation provided for in section 52;

(b) by a certificate by the competent officer establishing that the petitioner has been admitted to the bar of another province, that he is a member in good standing thereof and has been practising his profession for at least three years and is doing so on the very date of his petition, and that he has never been condemned to a disciplinary penalty;

(c) by a certificate of the competent officer indicating the amount of the fees payable by an advocate of the Province of Quebec for admission to the bar of such other province.

Condi-  
tions re-  
quises.

**68.** Si le Bureau accorde l'autorisation demandée, le candidat doit recevoir l'entraînement professionnel prescrit par le paragraphe e de l'article 61 et payer, à titre d'honoraires, l'équivalent des honoraires exigés d'un avocat du Québec qui demande son admission au barreau de la province d'où vient le candidat. En aucun cas, les honoraires exigibles ne doivent être inférieurs à \$500.

**68.** If the Board grants the author-  
ization prayed for, the candidate must receive the professional training prescribed by paragraph e of section 61 and pay in fees the equivalent of the fees payable by an advocate of the Province of Quebec who applies for admission to the bar of the province that the candidate comes from. In no case shall the fees payable be less than \$500.

Condi-  
tions.

Examen.

**69.** Après s'être conformé aux prescriptions des articles 66, 67 et 68, le candidat doit subir avec succès l'examen d'admission au Barreau et obtenir le certificat prévu à l'article 64.

**69.** After complying with sections 66, 67 and 68, the candidate must pass the examination for admission to the Bar and obtain the certificate provided for in section 64.

Examina-  
tion.

Récipro-  
cité.

**70.** Seuls les avocats d'une province dans laquelle les mêmes privilèges sont reconnus aux avocats du Québec peuvent se prévaloir des dispositions des articles 66 à 68.

**70.** Only advocates of a province in which the same privileges are extended to advocates of the Province of Quebec may avail themselves of sections 66 to 68.

Recipro-  
city.

Admission  
à titre de  
conseiller.

**71. 1.** Un membre du barreau d'une autre province peut aussi être admis au Barreau à titre de conseiller en loi, sur requête adressée au Comité exécutif et accompagnée des documents suivants:

a) un certificat de l'officier compétent attestant que le requérant a été admis au barreau d'une autre province, qu'il en est membre en règle depuis au moins trois ans et à la date même de sa requête et qu'il n'a jamais été condamné à une peine disciplinaire;

**71. (1)** A member of the bar of another province may also be admitted to the Bar as a solicitor, upon petition addressed to the Executive Committee and accompanied by the following documents:

(a) a certificate by the competent officer establishing that the petitioner has been admitted to the bar of another province, that he has been a member in good standing thereof for at least three years and still is on the very date of his petition and that he has never been condemned to a disciplinary penalty;

Admis-  
sion as  
solicitor.



b) une déclaration énonçant toutes les modalités des fonctions qu'il occupe ou entend occuper au sein d'un organisme ayant son siège social, une succursale ou une filiale dans la province de Québec;

c) une déclaration par laquelle le requérant s'engage à agir, dans les limites des fonctions autorisées par l'article 128, pour le compte exclusif de son employeur ou des filiales de celui-ci.

Décision. 2. Le Comité exécutif a discrétion pour disposer de la requête.

Inscrip- 72. 1. Si sa requête est accueillie, le tion au requérant peut obtenir son inscription au Tableau. Tableau en versant les cotisations annuelles au trésorier de la section.

Certificat 2. Sur réception de la part de la cota- restrictif. tion afférente au Conseil général, le secrétaire général émet en faveur du requérant un certificat restrictif.

Catégorie. 3. Le requérant est inscrit au Tableau en la manière ordinaire, dans la catégorie des conseillers en loi.

Certificat 73. Le certificat restrictif est annuel restrictif. et renouvelable et peut être révoqué par le Comité exécutif si le conseiller en loi ne respecte pas les conditions prévues par la présente loi.

Droit d'occu- 74. Sur preuve jugée suffisante par le per devant les secrétaire général que les mêmes privilèges tribu- sont accordés dans une autre province naux. aux avocats du Québec, les membres du barreau de cette autre province peuvent occuper devant les tribunaux exerçant une juridiction criminelle dans le Québec, sans être inscrits au Tableau.

#### § 5.—Admission des diplômés ou avocats d'autres pays

Condi- 75. 1. Sous réserve des dispositions tions requises. du chapitre 246 des Statuts refondus, 1964, un diplômé en droit ou un membre du barreau d'un pays autre que le Canada doit, pour être admis à l'exercice de la profession dans le Québec, se soumettre aux prescriptions de l'article 61.

Dispense 2. Cependant une faculté de droit recon- partielle. nue en vertu de l'article 62 peut dispenser le candidat d'une partie des enseignements obligatoires dans les matières déterminées par le Barreau.

(b) a declaration giving full particulars of the functions he performs or intends to perform in the service of an organization that has its corporate seat, an office or a subsidiary in the Province of Quebec;

c) a declaration by which the petitioner undertakes to act, within the limits of the functions authorized by section 128, for the exclusive account of his employer or its subsidiaries.

(2) The Executive Committee shall have discretion to dispose of the petition. Decision.

72. (1) If the petition is granted, the petitioner may be entered on the Roll on paying the annual contributions to the treasurer of the section. Entry on Roll.

(2) Upon receipt of the portion of the contribution accruing to the General Council, the secretary-general shall issue a restrictive certificate to the petitioner. Restrictive certificate.

(3) The petitioner shall be entered on the Roll in the ordinary manner, in the category of solicitors. Category.

73. The restrictive certificate shall be annual and renewable and may be revoked by the Executive Committee if the solicitor does not comply with the conditions prescribed by this act. Restrictive certificate.

74. Upon proof deemed sufficient by the secretary-general that the same privileges are granted in another province to advocates of the Province of Quebec, members of the bar of such other province may appear and act before the courts of criminal jurisdiction in the Province of Quebec, without being entered on the Roll. Right to act before courts.

#### § 5.—Admission of graduates or advocates from other countries

75. (1) Subject to chapter 246 of the Revised Statutes, 1964, a graduate in law or a member of the bar of a country other than Canada shall, in order to be admitted to the practice of the profession in the Province of Quebec, comply with the requirements of section 61. Conditions.

(2) Nevertheless, a law faculty recognized under section 62 may exempt a candidate from a part of the obligatory instruction in the subjects determined by the Bar. Partial exemption.

## SECTION VI

## DIVISION VI

## TABLEAU DE L'ORDRE DES AVOCATS

## ROLL OF THE ORDER OF ADVOCATES

Liste officielle. **76.** 1. Le Tableau est la liste officielle des membres en règle de l'Ordre.

Membre en règle. 2. Est membre en règle de l'Ordre l'avocat qui est habile à exercer dans le Québec et qui a acquitté ses cotisations.

Catégories. 3. Le Tableau comprend deux catégories: celle des avocats et celle des conseillers en loi.

Listes par section. **77.** Avant le 15 mai de chaque année, les secrétaires de sections transmettent au secrétaire général la liste des avocats de leur section qui ont acquitté leurs cotisations.

Impression du Tableau. **78.** Au cours du mois de mai de chaque année, le secrétaire général fait imprimer le Tableau.

Inscription multiple. **79.** Un avocat peut s'inscrire dans plus d'une section en payant la cotisation annuelle imposée à ses membres par chacune des sections dont il s'agit.

Distribution. **80.** 1. Le secrétaire général expédie sans délai des exemplaires du Tableau, certifiés par lui, à tous les secrétaires de sections, aux shérifs ainsi qu'aux registrars, prothonotaires et greffiers des tribunaux, qui doivent les afficher dans un endroit apparent de leur bureau et au greffe du tribunal.

Idem. 2. Il en expédie en outre un exemplaire à tous les juges de tous les tribunaux et aux secrétaires des régies et des commissions siégeant dans le Québec.

Paiement après publication. **81.** Les secrétaires des sections communiquent sans tarder au secrétaire général les noms des avocats qui, dans le cours de l'année et après la publication du Tableau, ont payé leurs cotisations.

Cotisations en retard. **82.** 1. L'avocat dont le nom n'apparaît pas au Tableau faute d'avoir acquitté ses cotisations de l'année courante, peut s'inscrire en payant ses cotisations en plus

**76.** (1) The Roll is the official list of the members in good standing of the Order.

(2) An advocate who is qualified to practise in the Province of Quebec and who has paid his contributions is a member in good standing of the Order.

(3) The Roll shall comprise two categories: that of advocates and that of solicitors.

**77.** Before the 15th of May each year, the secretaries of sections shall forward to the secretary-general a list of the advocates of their sections who have paid their contributions.

**78.** In the month of May of each year, the secretary-general shall have the Roll printed.

**79.** An advocate may have himself entered in more than one section by paying the annual contribution imposed on its members by each of the sections concerned.

**80.** (1) The secretary-general shall forward without delay copies of the Roll, certified by him, to all secretaries of sections, to the sheriffs and to the registrars, prothonotaries and clerks of the courts, who shall post them in a conspicuous place in their offices and in the offices of the courts.

(2) He shall also forward a copy thereof to all the judges of all the courts and to the secretaries of the boards and commissions sitting in the Province of Quebec.

**81.** The secretaries of sections shall also forward without delay to the secretary-general the names of the advocates who, during the year and after the publication of the Roll, have paid their contributions.

**82.** (1) An advocate whose name does not appear on the Roll, by reason of failure to pay his contributions for the current year, may have himself entered on

- des pénalités déterminées par les règlements.
- Certificat.** 2. Sur production des reçus de l'officier compétent, le secrétaire général remet à cet avocat un certificat l'habilitant à exercer et tenant lieu de son inscription au Tableau publié, pour le reste de l'année courante.
- Idem.** 3. Toutefois, un avocat qui doit des cotisations pour plus d'une année ne peut obtenir ce certificat sans s'être au préalable conformé aux prescriptions de l'article 87.
- Exercice autorisé.** 4. Sur présentation de ce certificat aux personnes énumérées à l'article 80, l'avocat peut exercer comme si son nom apparaissait au Tableau publié.
- Réintégration.** **83.** L'avocat dont le nom n'apparaît pas au Tableau par suite d'une sanction disciplinaire peut, au terme de sa radiation et sous réserve des prescriptions de l'article 89, requérir un certificat de qualification ou un certificat restrictif, sur paiement des pénalités fixées par les règlements.
- Commen- cement tardif à exercer.** **84.** L'avocat qui commence à exercer plus d'un an après la date à laquelle il a subi avec succès l'examen du Barreau doit se conformer aux dispositions de l'article 87, et il a alors droit d'obtenir gratuitement un certificat de qualification.
- paying his contributions in addition to the penalties fixed by the by-laws.
- (2) Upon production of the receipt of the proper officer, the secretary-general shall issue to such advocate a certificate entitling him to practise and availing in lieu of his entry on the published Roll, for the balance of the current year.
- (3) Nevertheless an advocate who owes contributions for more than one year cannot obtain such certificate without first complying with the requirements of section 87.
- (4) Upon presentation of such certificate to the persons enumerated in section 80, the advocate may practise as if his name appeared on the published Roll.
- 83.** An advocate whose name does not appear on the Roll by reason of a disciplinary penalty may, at the termination of his disbarment and subject to section 89, apply for a certificate of qualification or a restrictive certificate, on payment of the penalties fixed by the by-laws.
- 84.** An advocate who commences practice more than one year after the date when he passed the Bar examination must comply with section 87, and shall then be entitled to obtain a certificate of qualification free of charge.

## SECTION VII

COTISATIONS—ABANDON ET REPRISE  
DE L'EXERCICE

- Cotisations annuelles.** **85.** 1. Le Conseil général et les conseils de sections fixent, par règlement ou par résolution et suivant leur juridiction respective, les cotisations annuelles exigibles des membres du Barreau.
- Versement.** 2. Ces cotisations doivent être versées en entier au trésorier de chaque section, le ou avant le jour de l'élection des membres des conseils de sections.
- Part afférente au Conseil général.** 3. Les trésoriers de sections doivent transmettre sans délai au secrétaire général la part des cotisations afférente au Conseil général.
- Avocat abandonnant l'exercice.** **86.** L'avocat qui abandonne l'exercice de sa profession peut se libérer du paiement de ses cotisations annuelles, pendant le

## DIVISION VII

CONTRIBUTIONS—CESSATION AND RESUMPTION  
OF PRACTICE

- 85.** (1) The General Council and the councils of sections shall fix, by by-law or resolution and according to their respective jurisdictions, the annual contributions payable by the members of the Bar.
- (2) Such contributions shall be paid in full to the treasurer of each section, on or before the day of the election of the members of the councils of sections.
- (3) The treasurers of sections shall forward without delay to the secretary-general the portion of the contributions accruing to the General Council.
- 86.** An advocate ceasing to practise his profession may be relieved of payment of his annual contributions, during the

temps qu'il n'exerce pas, en informant par écrit le secrétaire général et le secrétaire de sa section de son intention de ne plus exercer et de la date où cet abandon prendra effet.

time he does not practise, on giving written notice to the secretary-general and to the secretary of his section of his intention to cease practising and of the date when such cessation will take effect.

Reprise  
d'exercice.

**87. 1.** Le détenteur d'un certificat d'aptitude ou d'un certificat restrictif peut reprendre l'exercice de la profession d'avocat en donnant avis d'un mois de son intention au secrétaire de sa section et au syndic et en payant, au préalable, les cotisations exigibles pour l'année courante.

**87. (1)** The holder of a certificate of competence or of a restrictive certificate may resume the practice of the profession of advocate on giving one month's notice of his intention to the secretary of his section and to the syndic and on previously paying the contributions due for the current year.

Resump-  
tion of  
practice.

Objection.

**2.** S'il y est fait objection durant cette période, l'objection est soumise au conseil de la section qui, après avoir entendu les parties, décide l'objection et consigne au procès-verbal de ses délibérations les motifs de sa décision.

**(2)** If objection is made thereto during such time, it shall be submitted to the council of the section which, after hearing the parties, shall decide the objection and enter the reasons for its decision in the minutes of its proceedings.

Objec-  
tion.

Certificat  
de qualifi-  
cation.

**3.** S'il n'y a pas d'objection durant le mois, ou si l'objection est rejetée, le secrétaire de section en informe le secrétaire général qui remet à cet avocat le certificat de qualification prévu au paragraphe 2 de l'article 82.

**(3)** If there is no objection during the month, or if the objection is dismissed, the secretary of the section shall so inform the secretary-general who shall issue to such advocate the certificate of qualification provided for in subsection 2 of section 82.

Certifi-  
cate of  
qualifica-  
tion.

Droit  
d'appel.

**4.** Si l'objection est accueillie il y a appel au Comité exécutif dont la décision est finale.

**(4)** If the objection is allowed, an appeal shall lie to the Executive Committee whose decision shall be final.

Appeal.

Reprise  
après ces-  
sation  
sans avis.

**88. 1.** Les prescriptions de l'article 87 s'appliquent également à l'avocat qui, ayant cessé d'exercer sans donner l'avis prescrit par l'article 86, reprend l'exercice de la profession en payant ses arriérés de cotisations.

**88. (1)** The provisions of section 87 shall also apply to an advocate who, having ceased to practise without giving the notice prescribed by section 86, resumes the practice of the profession on paying his arrears of contributions.

Resump-  
tion after  
cessation  
without  
notice.

Idem.

**2.** Toutefois, sur requête reçue sous serment et pour des motifs jugés suffisants, le conseil peut relever cet avocat du paiement de tels arriérés, y compris la part afférente au Conseil général.

**(2)** However, upon a petition made under oath and for reasons deemed sufficient, the council may relieve such advocate of payment of such arrears, including the portion accruing to the General Council.

Idem.

Réserve.

**3.** Cet avocat demeure cependant soumis aux dispositions de l'article 82.

**(3)** Such advocate shall nevertheless remain subject to section 82.

Proviso.

Reprise  
après  
radiation.

**89.** Les prescriptions de l'article 87 s'appliquent également à l'avocat qui désire reprendre l'exercice de la profession au terme d'une radiation de trois mois ou plus. Toutefois, cet avocat peut donner l'avis requis par l'article 87 trente jours avant le terme de sa radiation.

**89.** The provisions of section 87 shall also apply to an advocate who wishes to resume the practice of the profession after disbarment for three months or more. Nevertheless, such advocate may give the notice required by section 87 thirty days before the termination of his disbarment.

Resump-  
tion after  
disbar-  
ment.



Réparation du préjudice causé par acte dérogatoire.

**90.** 1. Un avocat condamné à l'amende ou radié pour quelque période que ce soit ne peut exercer la profession après l'exécution de sa sentence s'il ne rapporte pas, à la satisfaction du conseil, la preuve qu'il a réparé ou n'a rien négligé pour réparer le préjudice causé par son acte dérogatoire. Il doit, en outre, avoir acquitté tous les frais et l'amende adjugés contre lui et ceux prévus aux règlements.

Droit d'appel.

2. Il y a appel au Comité exécutif de la décision rendue par le conseil en vertu du paragraphe 1.

Décision finale.

3. La décision du Comité exécutif est finale.

**90.** (1) An advocate condemned to a fine or disbarred for any period whatsoever shall not practise the profession after his sentence is executed, unless he proves to the satisfaction of the council that he has made restitution for the damage caused by his derogatory act, or has made every effort to do so. He must also have paid all the costs and the fine adjudged against him and those prescribed by the by-laws.

(2) An appeal shall lie to the Executive Committee from the decision of the council under subsection 1.

(3) The decision of the Executive Committee shall be final.

## SECTION VIII

### DISCIPLINE

#### § 1.—*Organismes disciplinaires*

Jurisdiction.

**91.** La discipline des avocats ressortit exclusivement, en première instance, au Comité de discipline et, en appel, au Conseil de discipline.

Comité de discipline.

**92.** 1. Le Comité de discipline est formé de trois membres choisis dans chaque cas par le Comité exécutif à même une liste de cinquante avocats, à l'exclusion des conseillers en loi, désignés annuellement par le Conseil général à l'assemblée prévue par le paragraphe 1 de l'article 11.

Quorum.

2. Le quorum du Comité est de trois membres.

Conseil de discipline.

**93.** 1. Le Conseil de discipline est formé d'au moins cinq membres choisis dans chaque cas par le Comité exécutif à même une liste comprenant les anciens bâtonniers du Québec et vingt-cinq autres avocats, à l'exclusion des conseillers en loi, désignés annuellement par le Conseil général à l'assemblée prévue par le paragraphe 1 de l'article 11.

Quorum.

2. Le quorum du Conseil est de cinq membres.

Terminaison d'une affaire remise.

**94.** Les membres du Comité ou du Conseil de discipline saisis d'une affaire doivent la terminer, même s'ils ont cessé d'apparaître à l'une ou l'autre des listes prévues aux articles 92 et 93.

## DIVISION VIII

### DISCIPLINE

#### § 1.—*Disciplinary bodies*

**91.** The discipline of advocates is under the exclusive jurisdiction, in first instance, of the Committee on Discipline and, in appeal, of the Council on Discipline.

**92.** (1) The Committee on Discipline shall consist of three members chosen in each case by the Executive Committee from a list of fifty advocates, excluding solicitors, designated annually by the General Council at the meeting provided for in subsection 1 of section 11.

(2) Three members shall constitute a quorum of the Committee.

**93.** (1) The Council on Discipline shall consist of at least five members chosen in each case by the Executive Committee from a list comprising the former bâtonniers of the Province of Quebec and twenty-five other advocates, excluding solicitors, designated annually by the General Council at the meeting provided for in subsection 1 of section 11.

(2) Five members shall constitute the quorum of the Council.

**94.** The members of the Committee or of the Council on Discipline must terminate a matter referred to them, even if they have ceased to appear on either of the lists contemplated in sections 92 and 93.

**Décisions.** **95.** Les décisions du Comité et du Conseil de discipline sont prises à la majorité des voix des membres, mais exprimées sans mention de dissidence. Elles doivent, en outre, être motivées et signées par un membre.

**95.** The decisions of the Committee and of the Council on Discipline shall be taken by the majority vote of the members, but expressed without mention of dissent. They shall also give the reasons on which they are based and shall be signed by a member. **Decisions.**

**Juridiction exclusive.** **96. 1.** La décision du Conseil de discipline est finale et il n'y a pas d'appel de cette décision aux tribunaux.

**96. (1)** The decision of the Council on Discipline shall be final and there shall be no appeal therefrom to the courts. **Exclusive jurisdiction.**

**Annulation de bref.** **2.** Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref d'assignation délivré contre le Comité ou le Conseil de discipline ou contre le Barreau, par suite de l'application de l'article 33 du Code de procédure civile ou en vertu des articles 834 à 850 dudit code, en raison d'actes, procédures ou décisions du Comité ou du Conseil en matière de discipline.

**(2)** Two judges of the Court of Appeal may annul summarily, upon motion, any writ of summons issued against the Committee or the Council on Discipline or against the Bar, following the application of article 33 of the Code of Civil Procedure or under articles 834 to 850 of the said Code, by reason of acts, proceedings or decisions of the Committee or the Council in matters of discipline. **Annulment of writ.**

### § 2.—Introduction de la plainte

### § 2.—Institution of complaints

**Déposition ou réception de plainte.** **97. 1.** Le syndic ou l'un de ses adjoints porte ou reçoit, et un syndic correspondant peut recevoir, toute plainte contre un avocat.

**97. (1)** The syndic or one of his assistants shall lodge or receive, and a corresponding syndic may receive, any complaint against an advocate. **Lodging and receiving complaints.**

**Serment.** **2.** La plainte reçue par l'un de ces officiers doit être appuyée d'un serment prêté devant lui ou, à son défaut, devant toute personne habile à recevoir le serment et préposée par lui à cette fin.

**(2)** A complaint received by any of such officers must be supported by an oath taken before him or, failing him, before a person qualified to administer oaths and appointed for such purpose by him. **Oath.**

**Signification.** **98. 1.** Sauf si l'avocat intimé consent à recevoir copie, la plainte lui est signifiée par ministère d'huissier. Sur un rapport de *non est inventus*, l'assignation peut se faire par la voie des journaux en la manière prévue au Code de procédure civile.

**98. (1)** Unless the respondent advocate consents to receive copy, the complaint shall be served upon him by a bailiff. Upon a return of *non est inventus*, the summons may be made through the newspapers in the manner provided in the Code of Civil Procedure. **Service.**

**Copie au bâtonnier.** **2.** Le syndic expédie copie de la plainte au bâtonnier de la section dont l'intimé est membre.

**(2)** The syndic shall forward a copy of the complaint to the bâtonnier of the section of which the respondent is a member. **Copy to bâtonnier.**

**Comparution.** **99. 1.** L'avocat intimé comparait par écrit, personnellement ou par l'intermédiaire d'un autre avocat, dans les dix jours de l'assignation.

**99. (1)** The respondent advocate shall appear in writing, either personally or through another advocate, within ten days of the summons. **Appearance.**

**Contestation.** **2.** La comparution peut être accompagnée ou suivie dans les dix jours d'une contestation écrite.

**(2)** The appearance may be accompanied or followed within ten days by a written contestation. **Contestation.**

§ 3.—*Instruction de la plainte*§ 3.—*Trial of complaints*

Jurisdiction.

**100.** 1. La plainte est instruite dans la section à laquelle appartient l'avocat ou dans celle où l'acte reproché a été commis.

Avocat qui n'exerce pas.

2. L'avocat qui devient inhabile à exercer ou abandonne volontairement l'exercice de la profession reste soumis à la juridiction disciplinaire du Barreau pour les actes commis alors qu'il était membre de l'Ordre.

Amende.

3. Si la plainte est formée ou la décision rendue alors qu'il n'est plus membre de l'Ordre, l'intimé peut, en outre, être condamné à une amende d'au plus \$2,000, recouvrable en conformité des articles 140 et 142.

Sténographie.

**101.** Les dépositions sont prises en sténographie, à moins que les parties n'y renoncent.

Preuve.

**102.** 1. Le Comité de discipline peut recourir à tous les moyens légaux pour s'instruire des faits allégués dans la plainte; du consentement de toutes les parties, le Comité peut également, à sa discrétion, recevoir une preuve recueillie hors l'instruction.

Défense.

2. Le Comité doit permettre à l'intimé de présenter une défense pleine et entière.

Amendement de la plainte.

3. La plainte peut être amendée en tout temps, aux conditions nécessaires pour la sauvegarde des droits des parties. Toutefois, sauf du consentement des parties, le Comité ne permet aucun amendement d'où résulterait une plainte entièrement nouvelle n'ayant aucun rapport avec la plainte originale.

Témoins, etc.

4. Le Comité assigne les témoins que lui ou l'une des parties juge utile d'entendre et exige la production de tout document par voie d'assignation ordinaire sous la signature du secrétaire général.

Idem.

5. Il possède, pour contraindre les témoins à comparaître et à répondre, et pour les punir en cas de refus, tous les pouvoirs de la Cour supérieure; à cette fin l'avocat intimé est considéré comme un témoin.

Serment.

6. Il reçoit, par l'entremise d'un de ses membres, le serment des parties et des témoins.

Jurisdiction.

**100.** (1) The complaint shall be tried in the section to which the advocate belongs or in that where the act complained of was committed.

Advocate not practising.

(2) An advocate who becomes disqualified from practising or voluntarily ceases to practise the profession shall remain subject to the disciplinary jurisdiction of the Bar for acts done while he was a member of the Order.

Fine.

(3) If a complaint is lodged or a decision rendered when he is no longer a member of the Order, the respondent may also be condemned to a fine of not more than \$2,000, recoverable in conformity with sections 140 and 142.

Stenography.

**101.** The depositions are taken by stenography, unless the parties dispense therewith.

Evidence.

**102.** (1) The Committee on Discipline may have recourse to all legal means to ascertain the facts alleged in the complaint; with the consent of all the parties, the Committee may also, in its discretion, receive evidence taken outside the trial.

Defence.

(2) The Committee must permit the respondent to present a full and complete defence.

Amendment of complaint.

(3) The complaint may be amended at any time on the conditions necessary to safeguard the rights of the parties. However, except with the consent of the parties, the Committee shall not allow any amendment which would result in an entirely new complaint unrelated to the original.

Witnesses, etc.

(4) The Committee shall summon such witnesses as it or either party may see fit to hear and require the production of any document, by ordinary summons over the signature of the secretary-general.

Idem.

(5) It shall have all the powers of the Superior Court to compel witnesses to appear and to answer, and to punish them in case of refusal; for such purpose the respondent advocate shall be considered a witness.

Oath.

(6) It shall administer the oath to the parties and witnesses through the agency of one of its members.

Témoi-  
gnage.

**103. 1.** Le témoin ou l'avocat qui témoigne devant le Comité est tenu de répondre à toutes les questions. Nonobstant l'article 309 du Code de procédure civile, son témoignage est privilégié et ne peut être retenu contre lui devant aucune cour de justice.

Secret.

**2.** Toute personne au courant de ce témoignage est elle-même tenue au secret, sauf le droit des membres du Conseil de discipline et du bâtonnier du Québec d'en être informés dans l'exécution de leurs fonctions.

Fonctions.  
du  
syndic.

**104. 1.** Lors de l'instruction de la plainte devant le Comité, le syndic agit en qualité d'avocat de la poursuite et ne peut participer ni assister aux délibérations du Comité.

Sanctions.

**2.** Après déclaration de culpabilité, les parties peuvent faire des représentations au sujet de la sanction.

Idem.

**3.** Le Comité impose la sanction dans les trente jours qui suivent la déclaration de culpabilité.

Déboursés.

**4.** Le Comité possède le pouvoir de condamner le plaignant ou l'intimé aux déboursés, y compris les frais de sténographie, ou de les répartir entre eux.

Décisions.

**105.** En l'absence d'une disposition de la présente loi ou d'un règlement applicable au cas particulier, le Comité décide d'une manière définitive et privativement à tout tribunal:

*a)* si l'acte reproché est dérogatoire à l'honneur ou à la dignité du Barreau ou à la discipline de ses membres;

*b)* si la charge ou la fonction est incompatible avec l'exercice de la profession d'avocat;

*c)* si le métier, l'industrie, le commerce exercés ou la charge occupée sont incompatibles avec l'honneur ou la dignité du Barreau.

Procès-verbal et  
décision.

**106.** Le secrétaire général ou un avocat préposé par lui à cette fin consigne le procès-verbal de l'instruction et la décision du Comité dans un registre spécial.

Contenu.

**2.** Le procès-verbal doit mentionner si les parties ont renoncé à la sténographie

**103. (1)** A witness or advocate testifying before the Committee shall be bound to answer all questions. Notwithstanding article 309 of the Code of Civil Procedure, his evidence is privileged and cannot be used against him before any court of justice.

Testimony.

**(2)** Every person conversant with such evidence shall be personally bound to secrecy, saving the right of the members of the Council on Discipline and of the bâtonnier of the Province of Quebec to be informed thereof in the performance of their duties.

Secrecy.

**104. (1)** When the complaint is tried before the Committee, the syndic shall act as advocate for the prosecution and cannot attend or take part in the deliberations of the Committee.

Functions  
of syndic.

**(2)** After a conviction the parties may make representations respecting the penalty.

Penalty.

**(3)** The Committee shall impose the penalty within thirty days following the conviction.

Idem.

**(4)** The Committee may condemn the complainant or the respondent to pay the expenses, including the costs of stenography, or may apportion the same between them.

Expenses.

**105.** In the absence of a provision of this act or a by-law applicable to a particular case, the committee shall decide finally to the exclusion of all courts:

Decisions.

*(a)* if the act complained of is derogatory to the honour or dignity of the Bar or prejudicial to the discipline of its members;

*(b)* if the position or office is incompatible with the practice of the profession of advocate;

*(c)* if the occupation, industry or trade carried on or the position held is incompatible with the honour or dignity of the Bar.

**106. (1)** The secretary-general or an advocate appointed by him for such purpose shall record the minutes of the trial and the decision of the Committee in a special register.

Minutes  
of trial  
and  
decision.

**(2)** The minutes must mention if the parties have dispensed with stenography

Contents.



et en ce cas, il doit comporter un résumé des dépositions; il fait preuve *prima facie* de son contenu.

and in such case the minutes shall include a summary of the depositions; they shall constitute *prima facie* proof of their contents.

Avis à  
partie  
absente.

**107.** 1. Si l'une des parties est absente lorsque le Comité rend sa décision sur la déclaration de culpabilité ou sur la sanction, le secrétaire général l'en informe, par lettre recommandée, dans les sept jours.

**107.** (1) If any of the parties is absent when the Committee renders its decision on the conviction or on the penalty, the secretary-general shall inform such party thereof, by registered mail, within seven days.

Notice to  
absent  
party.

Fonds  
d'indem-  
nisation  
du  
Barreau.

2. Si la décision comporte une recommandation au Conseil général de verser une indemnité, le secrétaire général doit informer la personne lésée, dans le même délai, des dispositions régissant le Fonds d'indemnisation du Barreau.

(2) If the decision includes a recommendation to the General Council to pay an indemnity, the secretary-general shall inform the person aggrieved, within the same delay, of the provisions governing the Indemnity Fund of the Bar.

Indem-  
nity Fund  
of the  
Bar.

Plainte  
par un  
avocat.

**108.** 1. L'avocat qui se croit attaqué dans son honneur par un acte devenu public et se rapportant à l'exercice de sa profession ou qui croit son honneur professionnel compromis par un acte de l'autorité judiciaire peut demander au Comité d'examiner sa conduite.

**108.** (1) An advocate who believes his honour impugned by an act made public and relating to the practice of his profession, or who believes his professional honour to be compromised by an act of the judicial authority, may apply to the Committee for an examination of his conduct.

Com-  
plaint by  
advocate.

Procé-  
dure.

2. Toute demande en vertu du présent article est formulée par voie de requête appuyée d'un serment et adressée au syndic.

(2) Every application under this section shall be made by petition supported by oath and addressed to the syndic.

Proce-  
dure.

Décision.

3. Si l'instruction révèle qu'un acte dérogatoire a été commis, le Comité impose une sanction; dans le cas contraire, la décision est purement administrative et non appellable.

(3) If the trial reveals that a derogatory act has been committed, the Committee shall impose a penalty; in the contrary case, the decision shall be merely administrative and not subject to appeal.

Decision.

Acte  
criminel  
commis  
par un  
avocat.

**109.** 1. Le syndic saisit le Comité, par voie de plainte, de toute décision d'un tribunal canadien déclarant un avocat du Québec coupable d'un acte criminel qui peut faire l'objet d'une poursuite uniquement par voie de mise en accusation.

**109.** (1) The syndic shall submit to the Committee, by a complaint, every decision of a Canadian court convicting an advocate of the Province of Quebec of an offence triable only by way of indictment.

Criminal  
offence  
by  
advocate.

Preuve de  
culpabi-  
lité.

2. Le Comité est tenu d'accepter une copie dûment certifiée de la décision judiciaire comme preuve de la culpabilité de l'avocat et peut, s'il le juge à propos, prononcer l'une ou l'autre des sanctions prévues à l'article 111.

(2) The Committee must accept a duly certified copy of the judicial decision as proof of the advocate's guilt and may, if it deems it proper, impose one of the penalties contemplated by section 111.

Proof of  
guilt.

Condam-  
nation  
par un  
tribunal  
étranger.

**110.** Les dispositions de l'article 109 s'appliquent aussi quand un avocat du Québec a été déclaré coupable par un tribunal étranger par suite d'un acte qui, s'il avait été commis au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite uniquement par voie de mise en accusation.

**110.** The provisions of section 109 shall also apply when an advocate of the Province of Quebec has been convicted by a foreign court of an act which, if it had been committed in Canada, would have been triable only by way of indictment.

Convic-  
tion by  
foreign  
court.

## § 4.—Sanctions

## § 4.—Penalties

Peines.

**111.** Le Comité peut imposer l'une ou plusieurs des sanctions suivantes:

- a) la réprimande;
- b) la radiation temporaire ou définitive du Tableau;
- c) la révocation du certificat d'aptitude à exercer la profession d'avocat ou du certificat restrictif, selon le cas;

d) une amende d'au plus cent dollars pour une première infraction et d'au plus cinq cents dollars pour toute infraction subséquente.

Certains délits sérieux.

**112.** Le Comité impose au moins la radiation temporaire quand un avocat est reconnu coupable d'avoir commis l'un des actes définis dans la partie VII du Code criminel du Canada ou de s'être approprié sans droit des deniers ou des biens à lui confiés par un client pour des fins spécifiques ou par lui reçus dans l'exécution d'un mandat.

Exécution.

**113.** 1. La décision imposant une ou plusieurs des sanctions prévues à l'article 111, sauf la réprimande, devient exécutoire le trente et unième jour à compter du jour où elle est communiquée aux parties.

Idem.

2. Dans tous les cas le non-paiement de l'amende et des frais de l'instruction dans le même délai entraîne radiation jusqu'à paiement.

Id. au cas d'appel.

3. S'il y a appel, la sentence est exécutoire le seizième jour à compter de son abandon ou de la communication de la décision aux parties.

Avis de radiation.

**114.** 1. À l'expiration des délais prévus à l'article 113, le secrétaire général expédie à tous les membres du Barreau ainsi qu'à toutes les personnes énumérées à l'article 80 un avis de la radiation d'un avocat, indiquant le caractère de l'offense qui fait l'objet de la décision.

Idem.

2. Les shérifs, registraires, protonotaires et greffiers doivent afficher cet avis dans un endroit apparent de leur bureau et au greffe du tribunal.

Idem.

3. Au cas de radiation définitive, le secrétaire général expédie aussi cet avis

**111.** The Committee may impose one or more of the following penalties:

- (a) reprimand;
- (b) temporary or permanent disbarment;
- (c) revocation of the certificate of competence to practise the profession of advocate or of the restrictive certificate, as the case may be;

(d) a fine not exceeding one hundred dollars for the first offence and not exceeding five hundred dollars for each subsequent offence.

**112.** The Committee shall impose at least temporary disbarment whenever an advocate has been found guilty of any of the acts defined in Part VII of the Criminal Code of Canada or of unlawfully appropriating money or property entrusted to him by a client for specific purposes or received by him in the performance of a mandate.

**113.** (1) The decision imposing one or more of the penalties contemplated by section 111, except reprimand, shall become executory on the thirty-first day from that on which it is communicated to the parties.

(2) In all cases non-payment of the fine and the costs of the trial within the same delay shall entail disbarment until payment.

(3) If there is an appeal, the sentence shall be executory on the sixteenth day from the abandonment thereof or from the communication of the decision to the parties.

**114.** (1) Upon the expiry of the delays provided by section 113, the secretary-general shall send to all members of the Bar and to all the persons mentioned in section 80 a notice of the disbarment of an advocate, indicating the nature of the offence for which the penalty was imposed.

(2) The sheriffs, registrars, prothonotaries and clerks shall post such notice in a conspicuous place in their offices and in the offices of the courts.

(3) In cases of permanent disbarment, the secretary-general shall also send such

aux journaux et autres organes d'information.

notice to the newspapers and other information media.

### § 5.—*Appel*

### § 5.—*Appeal*

Lieu des sessions.

**115. 1.** Le Conseil de discipline siège à Montréal ou à Québec, ou en tout autre endroit du Québec, du consentement des parties et du Conseil.

**115. (1)** The Council on Discipline shall sit at Montreal or at Quebec, or at any other place in the Province of Quebec, with the consent of the parties and of the Council. Place of sittings.

Dispositions applicables.  
Droit d'appel.

**2.** Les articles 102 à 107 s'appliquent au Conseil.

**(2)** Sections 102 to 107 shall apply to the Council. Provisions to apply.

Délai.

**116. 1.** Toute partie peut appeler de la décision du Comité, tant sur la déclaration de culpabilité que sur la sanction, alternativement ou concurremment.

**116. (1)** Any party may appeal from the decision of the Committee, as to both the conviction and the penalty, either alternatively or concurrently. Right of appeal.

**2.** L'appel est formé dans les trente jour qui suivent la communication aux parties, en conformité de l'article 107, de la décision sur la sanction.

**(2)** The appeal shall be brought within thirty days after communication to the parties, in accordance with section 107, of the decision on the penalty. Delay.

Procédure.

**3.** L'appel est formé par voie de requête sous serment alléguant les motifs d'appel.

**(3)** The appeal shall be brought by petition under oath alleging the grounds of appeal. Procedure.

Signification et dépôt.

**4.** Copie de cette requête doit être signifiée à la partie adverse et l'original doit en être produit au secrétariat dans le même délai, avec la somme de deux cents dollars en garantie des frais, sauf si l'appel est formé par le syndic.

**(4)** A copy of such petition shall be served upon the adverse party and the original filed at the secretariat within the same delay, with the sum of two hundred dollars as security for costs, except when the appeal is brought by the syndic. Service and deposit.

Nature et effet.

**117.** L'appel peut porter sur les faits, ou sur le droit, ou sur les deux à la fois, et suspend l'exécution.

**117.** The appeal may relate to the facts or to the law or to both and shall suspend execution. Nature and effect.

Convocation.

**118. 1.** Sur production de la requête, le secrétaire général constitue le dossier d'appel et convoque le Conseil.

**118. (1)** Upon the filing of the petition, the secretary-general shall prepare the record of appeal and convene the Council. Council convened.

Dossier.

**2.** Le dossier comprend la requête, la plainte, les procédures subséquentes, les pièces produites, la traduction des dépositions si elles ont été sténographiées, le procès-verbal de l'instruction et la décision du Comité.

**(2)** The record shall comprise the petition, the complaint, the subsequent proceedings, the exhibits produced, the transcription of the depositions if they were taken by stenography, the minutes of trial and the decision of the Committee. Record.

Preuve.

**3.** L'appel est entendu sur le dossier constitué en première instance, sous réserve du droit du Conseil d'entendre une preuve additionnelle s'il le juge à propos.

**(3)** The appeal shall be heard on the record constituted in first instance, subject to the right of the Council to hear any additional evidence if it deems it expedient. Evidence.

Décision.

**119.** Le Conseil rejette l'appel ou rend la décision que le Comité aurait dû rendre, même si cette décision compor-

**119.** The Council shall dismiss the appeal or render the decision that the Committee should have rendered, even if Decision.

te augmentation de la sanction dont appel.

Dépôt. **120.** 1. Si l'appel est accueilli en totalité, le dépôt requis par l'article 116 est remis à l'appelant.

Idem. 2. Si l'appel n'est accueilli qu'en partie, le Conseil peut ordonner la confiscation ou la remise du dépôt, en totalité ou en partie.

Idem. 3. Si l'appel est déserté ou rejeté ou si l'appelant se désiste, le dépôt reste acquis au Barreau.

Réinstallation après radiation. **121.** 1. L'avocat radié temporairement ou définitivement peut demander sa réinstallation avant l'expiration de sa peine, par requête sous serment adressée au Conseil de discipline et déposée entre les mains du secrétaire général qui en expédie un exemplaire à la section intéressée.

Devoirs du Conseil. 2. Le Conseil de discipline entend le requérant, s'enquiert de ses mœurs et qualités et consulte son dossier disciplinaire.

Rejet. 3. Si le Conseil rejette la requête, sa décision est finale.

Recommandation au Conseil général. 4. Si le Conseil est d'avis que la requête doit être accueillie, il formule une recommandation appropriée à l'intention du Conseil général, qui décide en dernier ressort.

Disposition applicable. 5. L'article 96 s'applique aux décisions du Conseil de discipline et du Conseil général.

such decision increases the penalty appealed from.

**120.** (1) If the appeal is allowed *in toto*, the deposit required by section 116 shall be remitted to the appellant. <sup>Deposit.</sup>

(2) If the appeal is allowed in part only, the Council may order that the deposit be confiscated or remitted, in whole or in part. <sup>Idem.</sup>

(3) If the appeal is abandoned or dismissed or if the appellant discontinues, the deposit shall belong to the Bar. <sup>Idem.</sup>

**121.** (1) An advocate temporarily or permanently disbarred may apply for reinstatement before the expiration of his penalty, by a sworn petition addressed to the Council on Discipline and filed with the secretary-general who shall send a copy thereof to the section concerned. <sup>Reinstatement after disbarment.</sup>

(2) The Council on Discipline shall hear the petitioner, inquire into his morals and character and examine his disciplinary record. <sup>Duties of Council.</sup>

(3) If the Council dismisses the petition, its decision shall be final. <sup>Dismissal.</sup>

(4) If the Council is of opinion that the petition should be granted, it shall make an appropriate recommendation to the General Council, which shall decide the matter finally. <sup>Recommendation to General Council.</sup>

(5) Section 96 shall apply to the decisions of the Council on Discipline and of the General Council. <sup>Provisions to apply.</sup>

## SECTION IX

### INHABILITÉ DES AVOCATS

Inhabilités. **122.** Un avocat est inhabile à exercer sa profession dans le cas où:

a) il occupe une charge ou une fonction déclarée, par règlement du Conseil général, incompatible avec l'exercice ou la dignité de la profession d'avocat; ou

b) il est pourvu d'un curateur ou d'un conseil judiciaire; ou

c) il se prévaut de la Loi sur la faillite pour se libérer de ses obligations à l'égard de ses clients.

Peines et sanctions. **123.** Un avocat inhabile à exercer sa profession qui, directement ou indirectement

## DIVISION IX

### DISQUALIFICATION OF ADVOCATES

**122.** An advocate shall be disqualified from practising his profession when: <sup>Disqualification.</sup>

(a) he holds a position or an office declared, by by-law of the General Council, to be incompatible with the practice or dignity of the profession of advocate; or

(b) he is provided with a curator or a judicial adviser; or

(c) he has recourse to the Bankruptcy Act to free himself from his obligations with respect to his clients.

**123.** An advocate disqualified from practising his profession who, directly or



tement, exerce seul ou avec un avocat habile à exercer, ou qui se représente ou s'affiche comme avocat, est passible des peines prévues à l'article 132 en plus des sanctions prévues à l'article 111.

indirectly, practises alone or with an advocate qualified to practise, or who advertises or represents himself as an advocate shall be liable to the penalties provided in section 132 in addition to those provided in section 111.

Acte  
dérogatoire.

**124.** Un avocat habile à exercer sa profession, qui prête son nom à un avocat inhabile ou à toute autre personne qui n'est pas avocat, ou qui leur permet d'employer son nom pour faire une procédure quelconque ou exercer de quelque manière que ce soit, ou qui emploie ou garde à son emploi un avocat radié ou un notaire destitué ou qui tolère, sans raison valable, sa présence dans son étude, commet un acte dérogatoire et est passible des sanctions prévues à l'article 111.

**124.** An advocate qualified to practise his profession who lends his name to a disqualified advocate or to any other person not an advocate, or who permits such person to use his name to take any proceeding or to practise in any manner whatsoever, or who employs or keeps in his employ a disbarred advocate or a notary who has been removed from office, or who tolerates, without valid reason, his presence in his office, shall be guilty of a derogatory act and liable to the penalties provided in section 111.

Derogatory act.

#### SECTION X

##### FRAIS JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES

**125.** 1. Seuls les avocats ont droit à des frais judiciaires et extrajudiciaires.  
2. Par règlement soumis aux prescriptions de l'article 14, le Conseil général peut arrêter, modifier et remplacer des tarifs d'honoraires judiciaires pour les avocats exerçant devant les tribunaux.  
3. Le coût fixé par le tarif, de la lettre d'avocat ou de la mise en demeure, qu'il y ait poursuite ou non, est exigible du débiteur, qu'il s'agisse d'une demande de paiement en argent ou d'une mise en demeure d'exécuter ou de ne pas exécuter une prestation, de faire ou de ne pas faire un acte.

Droit aux  
frais.

Hono-  
raires  
judi-  
ciaires.

Coût de la  
lettre  
d'avocat.

Hono-  
raires  
extra-  
judi-  
ciaires.

Tarifs.

Quantum  
meruit.

#### DIVISION X

##### JUDICIAL AND EXTRAJUDICIAL COSTS

**125.** (1) Only advocates shall be entitled to judicial and extrajudicial costs.  
(2) The General Council, by by-law subject to the requirements of section 14, may establish, change and replace tariffs of judicial fees for advocates practising before the courts.  
(3) The cost, fixed by the tariff, of a lawyer's letter or putting in default, whether suit is taken or not, shall be exigible from the debtor, whether in the case of a demand for payment in money or in that of a putting in default to perform or not to perform a service or act.

Right to  
costs.

Judicial  
fees.

Cost of  
lawyer's  
letter.

**126.** (1) Services justifying extrajudicial fees shall include, among others, attendances, travelling, notices, written and oral consultations, the examination, preparation, drafting, dispatch or delivery of any document, proceeding or record, and generally all other services required of an advocate.

Extra-  
judicial  
fees.

(2) The General Council, by by-law subject to the requirements of section 14, may establish, change and replace tariffs of extrajudicial fees.

Tariffs.

(3) In the absence of such tariffs, or of an express agreement between the advo-

Quantum  
meruit.

son client, l'avocat a droit à ses frais extrajudiciaires sur une base de *quantum meruit*.

Serment.

**127.** L'avocat est cru à son serment quant à la réquisition, à la nature, à la durée et à la valeur de ses services, mais ce serment peut être contredit comme tout autre témoignage.

cate and his client, an advocate shall be entitled to his extrajudicial costs on a basis of *quantum meruit*.

**127.** The oath of the advocate shall make proof as to his services having been required and as to the nature, duration and value thereof, but such oath may be contradicted in the same way as any other testimony. Oath.

## SECTION XI

### EXERCICE DE LA PROFESSION D'AVOCAT

Actes du  
ressort  
exclusif de  
l'homme  
de loi.

**128. 1.** Sont du ressort exclusif de l'avocat ou du conseiller en loi, dans l'exercice de sa profession, les actes suivants exécutés pour le compte d'autrui:

a) donner des consultations et avis d'ordre juridique;

b) préparer et rédiger un avis, une requête, une procédure et tout autre document de même nature destiné à servir dans une affaire devant les tribunaux;

c) préparer et rédiger une convention, une requête, un règlement, une résolution et tout autre document de même nature se rapportant à la constitution, l'organisation, la réorganisation ou la liquidation d'une corporation régie par les lois fédérales ou provinciales concernant les compagnies, ou à l'amalgamation de plusieurs corporations ou à l'abandon d'une charte.

Actes du  
ressort  
exclusif  
d'avocat.

2. Sont du ressort exclusif de l'avocat et non du conseiller en loi, dans l'exercice de sa profession, les actes suivants exécutés pour le compte d'autrui:

a) plaider devant tout tribunal, sauf devant:

1° un conseil de discipline d'une corporation professionnelle constituée par une loi provinciale;

2° un conciliateur ou un conseil d'arbitrage; et

3° la Commission des relations de travail du Québec;

b) préparer et rédiger un testament, un codicille ou une quittance et tout contrat ou document, sauf les baux, affectant des immeubles et requérant l'enregistrement ou la radiation d'un enregistrement dans le Québec;

c) préparer, rédiger et produire la déclaration de la valeur d'une succession,

## DIVISION XI

### PRACTICE OF THE PROFESSION OF ADVOCATE

**128. (1)** The following acts, performed for others, shall be the exclusive prerogative of the advocate or solicitor in the practice of his profession: Lawyer's  
exclusive  
prerogative.

(a) to give legal advice and consultations on legal matters;

(b) to prepare and draw up a notice, motion, proceeding or other similar document intended for use in a case before the courts;

(c) to prepare and draw up an agreement, petition, by-law, resolution or other similar document relating to the incorporation, organization, reorganization or winding-up of a corporation governed by federal or provincial laws respecting companies, or the amalgamation of several corporations or the surrender of a charter.

(2) The following acts, performed for others, shall be the exclusive prerogative of the advocate, in the exercise of his profession, and not of the solicitor: Advocate's  
exclusive  
prerogative.

(a) to plead before any tribunal, except before:

1. a committee on discipline of a professional corporation constituted by a provincial law;

2. a conciliation officer or a council of arbitration; and

3. The Quebec Labor Relations Board;

(b) to prepare and draw up a will or codicil or a discharge or any contract or document, except leases, affecting real estate and requiring registration or cancellation of a registration in the Province of Quebec;

(c) to prepare, draw up and file the declaration of value of an estate, required

requis par les lois fiscales; le présent alinéa *c* ne s'applique pas aux corporations autorisées par la loi à remplir les fonctions d'exécuteur testamentaire ou de fiduciaire;

*d*) préparer et rédiger un document ou une procédure pour l'enregistrement prescrit par la loi, d'une personne ou d'une société exploitant un commerce ou exerçant une industrie;

*e*) faire de la perception ou réclamer avec frais ou suggérer que des procédures judiciaires seront intentées.

Droits  
non  
affectés.

**129.** Aucune des dispositions de l'article 128 ne limite ou restreint:

*a*) le droit de l'avocat d'accomplir tout autre acte non expressément interdit par la présente loi et les règlements du Barreau;

*b*) les droits spécifiquement définis et donnés à toute personne par toute loi d'ordre public ou privé;

*c*) le droit des corps publics ou privés de se faire représenter par leurs officiers, sauf aux fins de plaidoirie, devant tout organisme exerçant une juridiction quasi judiciaire, sans que ces officiers soient réputés agir pour le compte d'autrui;

*d*) le droit des secrétaires ou secrétaires adjoints des corporations publiques ou privées de rédiger les procès-verbaux des assemblées d'administrateurs ou d'actionnaires et tous autres documents qu'ils sont autorisés à rédiger par les lois fédérales ou provinciales;

*e*) le droit du notaire en exercice de poser les actes qui y sont énumérés à l'exception de ceux qui sont prévus au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 lorsqu'il ne s'agit pas de matières non contentieuses, et aux sous-paragraphe *a* et *e* du paragraphe 2; toutefois le notaire en exercice peut suggérer que des procédures judiciaires seront intentées.

Effets  
insaisissables.

**130.** Outre les exemptions décrétées par le Code de procédure civile et sous réserve des dispositions du paragraphe 3 de l'article 23, les dossiers de l'avocat, ses livres de comptabilité, classeurs, livres de droit et autres documents d'ordre professionnel sont insaisissables.

Secret.

**131.** 1. L'avocat doit conserver le secret absolu des confidences qu'il reçoit en raison de sa profession.

by the taxation laws; this paragraph *c* shall not apply to corporations authorized by law to act as testamentary executors or as trustees;

*(d)* to prepare and draw up a document or proceeding, for registration as prescribed by law, of a person or partnership carrying on a business or operating an industry;

*(e)* to make collections or make any claim with costs or to imply that judicial proceedings will be taken.

Rights  
not  
affected.

**129.** None of the provisions of section 128 shall limit or restrict:

*(a)* the right of an advocate to perform any other act not expressly forbidden by this act or the by-laws of the Bar;

*(b)* the rights specifically defined and granted to any person by any public or private law;

*(c)* the right of public or private bodies to be represented by their officers, except for the purpose of pleading, before any organization having a quasi-judicial jurisdiction, without their being deemed to act for others;

*(d)* the right of secretaries or assistant-secretaries of public or private corporations to draw up the minutes of meetings of directors or shareholders and all other documents which they are authorized to draw up in virtue of federal or provincial laws;

*(e)* the right of a practising notary to perform the acts therein set forth except those contemplated in paragraph *b* of subsection 1, other than in non-contentious matters, and in paragraphs *a* and *e* of subsection 2; but a practising notary may imply that judicial proceedings will be taken.

Things  
exempt  
from  
seizure.

**130.** In addition to the exemptions mentioned in the Code of Civil Procedure and subject to subsection 3 of section 23, the records of an advocate, his account books, filing cabinets, law books and other documents of a professional nature shall not be liable to seizure.

Secrecy.

**131.** (1) An advocate must keep absolutely secret the confidences made to him by reason of his profession.

Exception.

2. Cette obligation cède toutefois dans le cas où l'avocat en est relevé expressément ou implicitement par la personne qui lui a fait ces confidences.

(2) Such obligation, however, shall not apply when the advocate is expressly or implicitly relieved therefrom by the person who made such confidences to him.

Exception.

## SECTION XII

## DIVISION XII

### EXERCICE ILLÉGAL DE LA PROFESSION D'AVOCAT

### ILLEGAL PRACTICE OF THE PROFESSION OF ADVOCATE

Infraction et peine.

**132.** Nonobstant toute loi contraire et sans restreindre la portée de la présente loi, quiconque exerce la profession d'avocat sans être inscrit au Tableau est passible d'une amende de cent à deux cents dollars pour une première infraction et de trois cents à cinq cents dollars pour toute infraction subséquente; lorsque l'infraction est commise par une corporation, une association, une société ou quiconque fait affaires sous une raison sociale, l'amende est de cinq cents dollars pour une première infraction et de mille dollars pour toute infraction subséquente.

**132.** Notwithstanding any law to the contrary and without limiting the scope of this act, whoever practises the profession of advocate without being entered on the Roll shall be liable to a fine of one hundred to two hundred dollars for the first offence, and of three hundred to five hundred dollars for each subsequent offence; when the offence is committed by a corporation, association, partnership or any person carrying on business under a firm name, the fine shall be five hundred dollars for the first offence and one thousand dollars for each subsequent offence.

Offence and penalty.

Idem.

**133.** Exerce illégalement la profession d'avocat au sens de l'article 132 et dans chacun des cas suivants, toute personne autre qu'un membre du Barreau qui:

**133.** Any person other than a member of the Bar practises the profession of advocate illegally within the meaning of section 132 and in each of the following cases, who:

Idem.

a) usurpe les fonctions d'avocat;  
b) en fait ou prétend en faire les actes;  
c) agit de manière à donner lieu de croire qu'elle est autorisée à remplir les fonctions d'avocat ou à en faire les actes.

(a) usurps the functions of an advocate;  
(b) acts or claims to act as such;  
(c) acts in such manner as to lead to the belief that he is authorized to fulfil the functions of or to act as an advocate.

Exercice illégal.

**134.** Est censé exercer illégalement la profession d'avocat au sens de l'article 133 un avocat devenu inhabile ou toute personne autre qu'un membre du Barreau qui:

**134.** Any advocate who has become disqualified, or any person other than a member of the Bar, shall be deemed to practise the profession of advocate illegally within the meaning of section 133, who:

Illegal practice.

a) s'associe pour l'exercice de la profession à un avocat ou partage avec ce dernier, de quelque manière ou par quelque moyen que ce soit, le bénéfice d'honoraires ou gains professionnels, ou

(a) associates himself for the practice of the profession with an advocate or shares with him in any way or by any means the benefit of professional fees or earnings, or

b) se fait transporter ou fait transporter à une autre personne, en tout ou en partie, les honoraires ou les gains professionnels d'un avocat, en considération du fait que cette autre personne

(b) causes the fees or professional earnings of an advocate to be transferred, in whole or in part, to him or any other person, in consideration of the fact that such other person

1° donne ou promet à cet avocat des causes ou des affaires, ou

1. gives or promises cases or business to such advocate, or

2° lui paie ou promet un salaire ou toute autre rémunération.

2. pays him or promises him a salary or any other remuneration.



Usur-  
pation de  
fonctions.

**135.** Est censée usurper les fonctions d'avocat au sens de l'article 133 une personne autre qu'un membre du Barreau, agissant comme intermédiaire entre une tierce personne et un avocat, qui:

a) fait ou promet, ou fait faire ou promettre à une tierce personne une réduction des frais de cet avocat, ou

b) obtient d'un avocat qu'il abandonne une partie de ses frais, ou

c) procure, promet ou convient de procurer à cette tierce personne des services professionnels, sans aucune responsabilité de sa part envers l'avocat pour ses frais, ou

d) convient ou entreprend de percevoir des réclamations ou des créances, d'intenter ou de faire intenter des poursuites judiciaires à ses seuls frais et risques. Dans ce dernier cas le tribunal, d'office, peut rejeter l'action.

Donner  
lieu de  
croire  
qu'on est  
avocat.

**136.** Est censée agir de manière à donner lieu de croire qu'elle est autorisée à remplir les fonctions d'avocat et à agir en cette qualité, au sens de l'article 133, une personne autre qu'un membre du Barreau qui:

a) prend verbalement ou autrement le titre d'avocat, de conseiller en loi, de conseiller juridique, de membre du Barreau, de procureur ou tout autre titre analogue ou de quelque manière ou par quelque moyen s'annonce comme tel; ou

b) fait précéder son nom du préfixe « Me » ou « Mtre », sauf si elle est membre de l'Ordre des notaires de la province de Québec; ou

c) sauf un créancier s'adressant à son débiteur, écrit ou envoie une carte, lettre ou circulaire

1° imputant une responsabilité en matière de délit ou de quasi-délit, ou

2° requérant l'exécution ou la non-exécution d'un acte ou d'une prestation quelconque ou demandant au débiteur le paiement d'une somme d'argent, soit avec frais, soit en suggérant que des procédures judiciaires seront intentées. Cette disposition ne s'applique pas au notaire, pourvu que la demande ou la mise en demeure résulte d'un acte authentique et soit sans frais contre le débiteur; ou

d) en son nom ou celui d'un avocat, avec ou sans l'assentiment de ce dernier,

Usur-  
pation of  
functions.

**135.** Any person other than a member of the Bar who acts as intermediary between a third person and an advocate shall be deemed to usurp the functions of an advocate within the meaning of section 133, who:

(a) makes or promises or causes to be made or promised to a third person any reduction in the charges of such advocate, or

(b) persuades an advocate to forego any part of his charges, or

(c) procures, promises or agrees to procure for such third person professional services, without any liability on his part towards the advocate for his charges or,

(d) agrees or undertakes to collect claims or debts, or to institute or cause to be instituted legal proceedings, at his own expense and risk. In such latter case the court, of its own motion, may dismiss the action.

Leading  
to belief  
that one  
is an  
advocate.

**136.** Any person other than a member of the Bar shall be deemed to be acting in such a manner as to lead to the belief that he is authorized to fulfil the office of an advocate and to act as such, within the meaning of section 133, who:

(a) assumes orally or otherwise the title of advocate, solicitor, legal adviser, member of the Bar, attorney or any similar title or in any manner or by any means advertises himself as such; or

(b) causes the prefix "Me" or "Mtre" to be placed before his name, unless he is a member of the Order of Notaries of the Province of Quebec; or

(c) saving the case of a creditor addressing his debtor, writes or sends any card, letter or circular

1. imputing responsibility in respect of an offence or quasi-offence, or

2. requiring the execution or non-execution of any act or prestation or demanding of the debtor the payment of a sum of money, either with costs or implying that legal proceedings will be taken. This provision shall not apply to a notary, provided that the demand or notice of default proceeds from an authentic deed and is made or given without costs against the debtor; or

(d) in his own name or that of an advocate, with or without the consent of

fait écrire ou envoyer par une autre personne une carte, lettre ou circulaire de même nature et pour les mêmes fins que celles mentionnées au paragraphe c; ou

e) publie, annonce ou fait savoir, au moyen de brochures, livrets ou circulaires, ou par les journaux ou autres publications, ou par les déclarations verbales de solliciteurs ou par tous autres moyens,

1° qu'elle se charge d'intenter ou de faire intenter des procédures judiciaires contre les débiteurs, ou

2° qu'elle obtient ou fait obtenir des jugements contre les débiteurs, ou

3° qu'elle exécute ou fait exécuter des jugements contre les débiteurs, ou

4° qu'elle accomplit ou fait accomplir toute autre affaire légale; ou

f) convient avec toute autre personne de mettre son avocat à la disposition de cette dernière, en considération d'un paiement ou d'une souscription périodique en argent; ou

g) sollicite ou obtient, directement ou indirectement, de la victime d'un délit ou d'un quasi-délit ou de ses représentants l'autorisation de recouvrer ou de régler pour leur compte toute réclamation résultant de ce délit ou quasi-délit ou, de fait, agit à titre d'intermédiaire pour la négociation, le règlement ou le recouvrement de telle réclamation, le tout sous réserve des dispositions de la Loi des agents de réclamations; ou

h) agissant en qualité de fonctionnaire des gouvernements fédéral ou provincial ou de corporations municipales ou scolaires, exerce les fonctions d'avocat devant tout tribunal; ou

i) offre par voie d'annonces, d'imprimés, de circulaires ou par tout autre mode de publicité de régler les difficultés financières d'un débiteur avec ses créanciers, avec ou sans rémunération, ou s'interpose comme intermédiaire entre un débiteur et ses créanciers pour ce faire; ou

j) moyennant une commission ou rémunération quelconque, se charge de la perception des comptes ou du recouvrement des créances en assumant la responsabilité totale ou partielle des frais judiciaires; ou

k) vend, distribue ou emploie, fait vendre, distribuer ou employer des livrets

the latter, causes to be written or sent by another person any card, letter or circular of the same kind and for the same purposes as those mentioned in paragraph c; or

(e) publishes, advertises or proclaims, by means of pamphlets, booklets or circulars, or by the newspapers or other publications or by the oral statements of canvassers or by any other means,

1. that he undertakes to institute or cause to be instituted legal proceedings against debtors, or

2. that he obtains or causes to be obtained judgments against debtors, or

3. that he executes or causes to be executed judgments against debtors, or

4. that he transacts or causes to be transacted any other legal business; or

(f) agrees with any other person to place his advocate at the disposal of such person, in consideration of a payment or periodic monetary subscription; or

(g) solicits or obtains, directly or indirectly, from the victim of an offence or quasi-offence or from his representatives, authorization to recover or settle on his or their account any claim resulting from such offence or quasi-offence or, in fact, acts as intermediary for the negotiation, settlement or recovery of such claim, the whole subject to the provisions of the Claims Adjusters Act; or

(h) acting as an officer of the federal or provincial government or of a municipal or school corporation, exercises the functions of an advocate before any court; or

(i) offers, through advertisements, printed matter, circulars or any other means of publicity, to settle the financial difficulties of a debtor with his creditors, for or without remuneration, or intervenes as intermediary between a debtor and his creditors for such purpose; or

(j) for any commission or remuneration, undertakes the collection of accounts or the recovery of claims and assumes tot alor partial responsibility for judicial costs; or

(k) sells, distributes or uses or causes to be sold, distributed or used booklets of

de lettres imprimées pour être adressées par un créancier à ses débiteurs, au nom et sous la signature d'une tierce personne, et comportant une mise en demeure de paiement ou toute autre intimation; ou

*l)* vend, distribue ou emploie, fait vendre, distribuer ou employer des formules imprimées à l'avance, pour être utilisées par les créanciers et portant l'attestation d'un commissaire à l'assermentation ou étant de nature à créer de toute autre manière l'impression qu'elles sont des documents judiciaires. Le commissaire à l'assermentation qui permet que son nom, sa signature ou son sceau officiel soient apposés à tel document est passible des peines prévues à l'article 132. La condamnation d'un commissaire à l'assermentation à l'une desdites peines entraîne automatiquement la révocation de sa commission.

printed letters to be addressed by a creditor to his debtors, in the name and over the signature of a third person and containing a putting in default to pay or any other notification; or

*(l)* sells, distributes or uses or causes to be sold, distributed or used, forms printed in advance for use by creditors and bearing the attestation of a commissioner for oaths or being of a nature to create in any other way the impression that they are judicial documents. The commissioner for oaths who allows his name, signature or official seal to be affixed to such document shall be liable to the penalties provided in section 132. The condemnation of a commissioner for oaths to any such penalty shall automatically entail the revocation of his commission.

Interprétation.

**137.** Les articles 134, 135 et 136 ne doivent pas être interprétés comme restreignant la portée de l'article 133.

**137.** Sections 134, 135 and 136 shall not be interpreted as limiting the scope of section 133. Interpretation.

Réclamation pour autrui.

**138.** Toute personne qui se prétend cessionnaire d'une créance et en réclame paiement en son nom avec suggestion de procédures judiciaires est présumée réclamer pour autrui au sens de l'article 136, si elle n'a pas fait accompagner ou précéder sa réclamation de l'accomplissement des formalités prescrites aux articles 1571 à 1571*d* du Code civil.

**138.** Every person who claims to be the assignee of a debt and demands payment thereof in his name with intimation of legal proceedings shall be presumed to be claiming for another within the meaning of section 136, if his claim is not accompanied or preceded by the observance of the formalities prescribed in articles 1571 to 1571*d* of the Civil Code. Claiming for another.

Exercice illégal.

**139.** Le conseiller en loi qui contrevient aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 128 exerce illégalement la profession d'avocat au sens de l'article 132.

**139.** A solicitor who infringes the provisions of subsection 2 of section 128 practises the profession of advocate illegally within the meaning of section 132. Illegal practice.

Recouvrement des amendes.

**140.** 1. Les amendes imposées en vertu de la présente section sont recouvrables, avec les frais, par voie sommaire, devant la Cour provinciale ou la Cour des sessions de la paix, dans le district judiciaire où le contrevenant est domicilié ou dans celui où l'infraction a été commise.

**140.** (1) The fines imposed under this division shall be recoverable with costs by summary process before the Provincial Court or the Court of Sessions of the Peace, in the judicial district where the offender is domiciled or that where the offence was committed. Recovery of fines.

Dispositions applicables.

2. Devant la Cour des sessions de la paix, la poursuite est intentée suivant les dispositions de la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) compatibles avec celles de la présente loi, y compris les dispositions

(2) Before the Court of Sessions of the Peace, prosecutions shall be taken in accordance with such provisions of the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) as are compatible with those of this act, including the pro- Provisions to apply.

concernant l'appel, sauf les dispositions du paragraphe 3 de l'article 12 de cette loi.

Cumul  
d'infraction-  
tions.

3. Dans le cas prévu au présent article, l'action, la poursuite, la dénonciation ou la plainte ne sont pas restreintes à une seule infraction ou à un seul sujet de plainte, mais elles peuvent en comprendre plusieurs.

visions respecting appeals, except subsection 3 of section 12 of that act.

(3) In the case contemplated by this section, the action, prosecution, information or complaint need not be confined to a single offence or count, but may include several.

Cumulation of  
offences.

Prescription.

**141.** Les procédures prévues à l'article 140 peuvent être intentées dans un délai de deux ans à compter de la date de l'infraction, nonobstant toute disposition législative inconciliable.

**141.** The proceedings contemplated by section 140 may be instituted within a delay of two years from the date of the offence, notwithstanding any inconsistent legislative provision.

Prescription.

Emprisonnement.

**142. 1.** À défaut de paiement de l'amende et des frais, la personne condamnée est emprisonnée pendant au plus trois mois s'il s'agit d'une première infraction, et pendant au plus six mois s'il s'agit d'une infraction subséquente.

**142. (1)** Failing payment of the fine and costs, the person condemned shall be imprisoned for not more than three months in the case of a first offence, and for not more than six months in the case of a subsequent offence.

Imprisonment.

Exécution  
contre une  
société,  
etc.

2. Si la condamnation est prononcée contre une société, une association ou une corporation, l'amende et les frais sont recouvrables par la saisie et la vente de ses biens meubles et immeubles, suivant les règles ordinaires de l'exécution des jugements.

(2) If the condemnation is against a partnership, association or corporation, the fine and costs shall be recoverable by the seizure and sale of its moveable and immovable property, according to the usual rules for the execution of judgments.

Execution  
against  
partnership,  
etc.

Poursuites.

**143. 1.** Les poursuites qu'autorise la présente loi sont intentées par la section, sur résolution de son conseil.

**143. (1)** Prosecutions authorized by this act shall be taken by the section, upon a resolution of its council.

Prosecutions.

Propriété  
des  
amendes.

2. Les amendes imposées appartiennent en entier à la section qui a autorisé la poursuite et l'officier qui les perçoit doit les lui remettre sans délai.

(2) The fines imposed shall belong wholly to the section which authorized the prosecution and the officer who collects them must remit them to it forthwith.

Ownership of  
fines.

### SECTION XIII

### DIVISION XIII

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

#### TRANSITIONAL PROVISIONS

Affaires  
discipli-  
naires  
pen-  
dantes.

**144. 1.** En matières disciplinaires, les affaires pendantes devant le Conseil général, le Conseil provincial de discipline, un conseil de section ou l'un de ses comités sont continuées et décidées suivant la loi qui était en vigueur et par l'organisme qui en était saisi avant la sanction de la présente loi.

**144. (1)** In disciplinary matters, cases pending before the General Council, the Provincial Council on Discipline, the council of a section or any committee thereof shall be continued and decided according to the law in force and by the body seized of it before the sanction of this act.

Pending  
disciplin-  
ary  
matters.

Idem.

Les membres de l'organisme saisis d'une affaire doivent la terminer, nonobstant l'expiration de leur mandat.

The members of a body seized of a case shall complete it notwithstanding the expiry of their mandate.

Idem.

Autres  
affaires  
pen-  
dantes.

2. Dans les autres matières, les affaires pendantes devant le Conseil général, un conseil de section ou l'un de leurs comités

(2) In other matters, business pending before the General Council, the council of a section or any committee of either

Other  
pending  
business.



ou organismes sont continuées et décidées suivant la présente loi.

Durée  
d'office.

3. Les membres du Bureau actuellement en fonctions le demeurent jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement.

Règle-  
ments  
actuels.

4. Les règlements actuels du Conseil général et des conseils de sections compatibles avec les dispositions de la présente loi demeurent en vigueur jusqu'à leur abrogation.

Renvois  
dans un  
règle-  
ment,  
etc.

5. Tout renvoi à une disposition de la Loi du Barreau dans un règlement, une résolution, une décision disciplinaire ou un certificat est censé un renvoi à la disposition équivalente de la présente loi.

shall be continued and decided according to this act.

(3) The members of the Board now in office shall remain in office until provision is made to replace them. Members of Board in office.

(4) The present by-laws of the General Council and of the councils of sections that are consistent with the provisions of this act shall remain in force until repealed. Present by-laws.

(5) Every reference to a provision of the Bar Act in a by-law, resolution, disciplinary decision or certificate shall be deemed a reference to the corresponding provision of this act. References in by-laws, etc.

#### SECTION XIV

##### DISPOSITIONS FINALES

Droits  
sauve-  
gardés.

**145.** Rien dans la présente loi n'interdit aux comptables reconnus par la Loi des comptables agréés (Statuts refondus, 1964, chapitre 266) ou par la loi 10 George VI, chapitre 89, dans les limites desdites lois et amendements, de donner des avis et des consultations sur toute question d'ordre financier, administratif ou fiscal, de préparer et de soumettre, à qui de droit, des projets d'administration, d'organisation et de réorganisation financières ou fiscales, de préparer et de soumettre des études, états, rapports ou déclarations de même nature, y compris les rapports d'impôt de tous genres, de discuter avec toutes personnes ayant autorité en la matière de toutes cotisations en matière d'impôt de nature quelconque, de même que de préparer et donner avis d'appel au ministre du revenu du Québec et au ministre du Revenu national du Canada et de discuter avec eux et les officiers de leurs ministères du bien-fondé des cotisations imposées à leurs clients en matière d'impôt.

S.R., c.  
247, rem-  
placé.

**146.** La présente loi remplace la Loi du Barreau (Statuts refondus, 1964, chapitre 247).

Entrée en  
vigueur.

**147.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

#### DIVISION XIV

##### FINAL PROVISIONS

**145.** Nothing in this act shall forbid accountants recognized by the Chartered Accountants Act (Revised Statutes, 1964, chapter 266) or the act 10 George VI, chapter 89, within the limits of the said acts and amendments, to give advice and consultations on all questions of a financial, administrative or fiscal nature, to prepare and submit to whom it may concern plans of financial or fiscal administration, organization and reorganization, to prepare and submit surveys, statements and declarations of the same nature, including tax statements of all kinds, to discuss with all persons having authority in the matter all and every kind of tax assessments, and also to prepare and give notices of appeal to the Minister of Revenue of Quebec and the Minister of National Revenue of Canada and to discuss with them and the officers of their departments the merits of the assessments imposed upon their clients with respect to taxation. Rights safeguarded.

**146.** This act replaces the Bar Act (Revised Statutes, 1964, chapter 247). R.S., c. 247, replaced.

**147.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.